

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1923.

Projet de loi

apportant des changements à la législation relative à la Caisse des dépôts
et consignations ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Dans les premiers articles, — les articles 1 à 8 — du projet de loi qu'il soumet à vos délibérations, le Gouvernement propose de décréter la déchéance de dépôts qui ont été effectués à la Caisse des consignations et qui sont abandonnés aujourd'hui ou qui paraîtront l'être à l'avenir; par les derniers articles de son projet, le Gouvernement modifie la législation organique de la Caisse.

I.

DE LA DÉCHÉANCE DES DÉPÔTS.

1.

Le principe.

Le Gouvernement vous demande donc de décréter la déchéance — soit dit une fois pour toutes, il eût été peut-être préférable de dire : la liquidation — de certains dépôts.

Les considérations développées dans l'Exposé des motifs pour justifier cette

(1) Projet de loi, n° 62 (1924-1922).

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Buyl, Carlier, David, Hallet, Ozeray, Pussemier, Wauwermans.

proposition semblent trop résumées pour ceux qui n'ont pas une connaissance approfondie du fonctionnement de la Caisse. Pour faire admettre par eux une dérogation au principe inscrit à l'article 2236 du Code civil (1) et qui est à la base de toute l'organisation de la Caisse, il ne suffit pas d'une mention des lois belges des 5 juin 1850 (2) et 28 décembre 1867 (3) ou de la loi française du 16 avril 1895 (4); ni de la déclaration que les intérêts de 6,000 consignations n'ont plus été payés depuis trente ans et même depuis cent ans; de cette affirmation, très grave assurément, mais insuffisante quand il est question de liquider des dépôts qui ont été effectués au nom d'incapables, qu'il faut arrêter à tout prix l'accumulation des archives et le développement de la comptabilité en ne permettant plus aux comptes de se perpétuer.

Votre Commission a poussé plus à fond l'examen de la question qui vous est soumise.

En fait il n'est pas douteux qu'actuellement un nettoyage des archives ainsi que de la comptabilité s'impose et que ce même nettoyage sera de nouveau indispensable à bref délai si l'organisation de la Caisse est conservée.

Celle-ci a reçu et elle recevra toujours à l'avenir des dépôts nombreux qui seront fatalement abandonnés; le nombre des cas dans lesquels la loi prescrit ou a prescrit, recommande ou a recommandé, autorise ou a autorisé de déposer des sommes dans la Caisse de l'État est immense; il est même impossible d'en faire l'énumération complète; les dispositions légales relatives aux consignations sont disséminées dans l'ensemble de la législation (5); elles appartiennent à toutes les parties du droit et la lecture du texte de l'article 7 de la loi du 15 novembre 1847 relative à l'administration.... de la Caisse des consignations (6), de celui des articles 13, 14, 23 et 24 de l'arrêté royal du

(1) L'article 2236 stipule : Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais par quelque laps de temps que ce soit.

(2) La loi du 5 juin 1850 (*Pasinom.*, III^e série, t. 20, p. 165) relative à la déchéance en matière de consignations anciennes, a eu pour objet l'annulation des comptes des anciennes dépositaireries générales du Hainaut, du Grand Conseil de Malines et du Magistrat de Gand.

(3) L'article 10 de la loi du 29 décembre 1867 (*Pasinom.*, IV^e série, t. 2, p. 335 et suiv.) a frappé de déchéance les fonds consignés en Belgique sous les dominations française et hollandaise.

(4) Article 43 de la loi budgétaire. (*DALLOZ*, *Recueil général de Jurisprudence*, 1895, 4^{me} partie, p. 114 et suiv.)

(5) *Pandectes Belges* : v^{bo} « Consignation », t. XXV, p. 86, n. 23.

(6) Cet article est libellé comme suit :

Indépendamment des consignations de toute nature, autorisées par les dispositions actuellement en vigueur, la Caisse des Dépôts et Consignations reçoit :

1^o Les cautionnements en numéraire ou en valeurs exigés des personnes qui prennent part aux adjudications ou qui obtiennent des concessions de travaux d'utilité publique ;

2^o Les cautionnements des comptables ou d'autres agents de diverses administrations publiques soumis à cette obligation ;

3^o Les cautionnements en numéraire fournis par les contribuables dans le cas prévu par l'article 271 de la loi du 26 août 1822 (*Journal Officiel*, n° 38).

Les cautionnements en numéraire fournis par les personnes qui prennent part aux adjudications, ou qui obtiennent des concessions de travaux d'utilité publique, sont assimilés, en tous points, aux dépôts et consignations.

2 novembre 1848 pris en exécution de cette loi (1), ne fournit qu'une indication partielle de la mission confiée à la Caisse (2).

Donc la Caisse a reçu et elle recevra en dépôt des sommes d'argent dont

(1) L'article 13 est libellé comme suit :

La Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de recevoir les consignations autorisées par la loi à quelque titre que ce soit.

L'article 14 est libellé comme suit :

Sont conséquemment versés dans la caisse :

1° Les deniers offerts conformément à l'article 1257 du Code civil, et dans le cas prévu par l'article 2186 du même Code ;

2° Le montant des effets négociables et de commerce non présentés au paiement à l'échéance (loi du 6 Thermidor an III) ;

3° Les cautionnements dans les cas énoncés aux articles 44 et 46 du Code pénal : 144 et 120 du Code d'instruction criminelle ; 167 et 542 du Code de procédure ; 2041 du Code civil ;

4° Les sommes remises par les débiteurs aux agents porteurs de contraintes par corps ;

5° Celles qui, aux termes de l'article 798 du Code de procédure civile, peuvent être déposées par le débiteur incarcéré, entre les mains du directeur de la maison d'arrêt, si le créancier ne les a pas acceptées ;

6° Le prix de vente des bâtiments de mer adjugés par autorité de justice (Code de commerce, art. 209) ;

7° Les deniers appartenant à des marins (arrêté royal du 14 novembre 1827) ;

8° Ceux provenant de successions vacantes (avis du Conseil d'Etat, 13 octobre 1809) ;

9° Ceux appartenant aux absents (loi du 20 décembre 1823) ;

10° Les fonds dépendant des anciennes saisies réelles (décret impérial, 12 février 1812) ;

11° Ceux provenant des biens séquestrés (Code d'instruction criminelle, art. 471) ;

12° Les indemnités du chef d'expropriation pour cause d'utilité publique (loi du 17 avril 1835, art. 12) ;

13° Les créances à charge de l'Etat frappées de saisie-arrêt (loi du 15 mai 1846, art. 37) ;

14° Les sommes provenant des saisies-arreêts et saisies-exécutions dans les cas déterminés par la loi ;

15° Enfin, généralement toutes les sommes dont la consignation est ordonnée, soit que la loi n'indique pas le lieu de la consignation, soit qu'elle désigne une caisse publique autre que celle instituée par la loi du 15 novembre 1847.

L'article 23 est libellé comme suit :

La Caisse des Dépôts et Consignations fait le service des cautionnements en numéraire des préposés comptables, des cautionnements de même nature à fournir par les contribuables, des cautionnements en numéraire et en fonds nationaux des personnes qui prennent part aux adjudications ou qui obtiennent des concessions de travaux d'utilité publique.

Ces derniers sont assimilés aux dépôts et consignations régis par la loi du 28 Nivôse an XIII ; ils produisent les mêmes intérêts, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu par les contrats ; néanmoins, ils sont versés chez les agents du caissier de l'Etat.

L'article 24 est libellé comme suit :

En conséquence, la Caisse des Dépôts et Consignations reçoit :

1° Les cautionnements des préposés comptables de l'Etat, des préposés comptables des provinces, des communes et des établissements publics ;

2° Ceux des agents de change et des courtiers de commerce ;

3° Ceux exigés des contribuables par application de l'article 271 de la loi du 26 août 1822 ;

4° Ceux à fournir en vertu de l'article 8 de la loi du 18 juin 1836, pour les marchandises expédiées en transit ;

5° Ceux des fermiers de barrières ;

6° Ceux des concessionnaires de routes, canaux et chemins de fer ;

7° Enfin, les cautionnements des entrepreneurs de travaux d'utilité publique en général, soit que ces travaux s'exécutent au profit de l'Etat, soit qu'ils aient lieu au profit des provinces ou des communes.

(2) La consignation est encore prescrite par des lois spéciales pour :

a) Le cautionnement de 150 francs pour garantie des dommages-intérêts en cas de requête en

un jour le créancier se désintéressera. Tenons maintenant compte si vous le voulez bien, des constatations suivantes : la Caisse, simple dépositaire des fonds qui lui sont confiés, ne prescrit jamais (1); les règles à suivre et les pièces à produire pour obtenir un remboursement par la Caisse sont souvent onéreuses pour l'intéressé; on n'est plus, dès lors, étonné d'apprendre qu'il existe réellement aujourd'hui un grand nombre de dépôts dont les intérêts n'ont plus été payés.

désaveu d'un officier ministériel devant la Cour de Cassation (ordonnance du 28 juin 1738, deuxième partie, titre XI, art. 1^{er} et 2);

b) Le cautionnement de 100 francs pour garantie de l'amende, à verser par celui qui peut s'inscrire en faux (id., titre X, art. 1^{er});

c) Le produit des ventes mobilières dans les successions sous bénéfice d'inventaire, et au cas prévu par l'article 807, alinéa 2, du Code civil;

d) La caution en cas d'abréviation des délais pour les assignations en matière de commerce (Code de procédure civile, art. 417);

e) Le cautionnement de 150 francs préalable à la requête civile (id., art. 494, 500 et 501);

f) Les sommes d'au moins 150 francs, appartenant à des enfants admis dans des hospices (loi du 23 Pluviôse an VIII, art. 6);

g) Le montant des condamnations prononcées en matière d'accises en cas de recours contre les jugements qui ont rejeté l'opposition (loi du 26 août 1822, art. 191).

h) Les cautionnements des directeurs d'établissements privés d'aliénés (lois des 18 juin 1850-23 décembre 1873, art. 3);

i) Les fonds de faillite (loi du 18 avril 1851, art. 479).

j) La caution du failli qui obtient un sauf-conduit (loi du 18 avril 1851, art. 481);

k) Les fonds des mineurs et des interdits (loi du 16 décembre 1851, art. 55 et suivants);

l) Le quart du prix et des charges, en cas de surenchère, pour remplacer la caution personnelle ou hypothécaire (loi du 16 décembre 1851, art. 115);

m) Le prix total ou partiel de l'immeuble à purger (loi du 16 décembre 1851, art. 116);

n) Les cautionnements à fournir par les étrangers pour garantie des droits sur les successions mobilières (loi du 17 décembre 1851, art. 24);

o) Le cautionnement du breveté en cas de demande de poursuites pour atteinte à ses droits (loi du 20 mai 1854, art. 8);

p) Le produit des ventes de fruits ou de coupes de fruits saisis (loi du 15 août 1854, art. 22 et 23);

q) Les loyers et fermages immobilisés à partir de l'exploit de saisie (loi du 15 août 1854, art. 26);

r) Le versement du prix d'acquisition postérieure à la transcription (loi du 15 août 1854, art. 27 et suivants);

s) Les frais de folle enchère fixés par le président du tribunal (loi du 15 août 1854, art. 77);

t) Le produit de la vente des bestiaux saisis en délit forestier dans les bois de particuliers (Code forestier, art. 131 et 181);

u) La somme due sur le warrant lorsque les parties ne sont pas d'accord sur les conditions de paiement (loi du 18 novembre 1862, art. 11);

v) Les fonds disponibles de la masse des détenus des maisons centrales et de la masse d'habillement des gardiens (arrêté du Ministre de la Justice, 14 février 1864, § 150);

w) Les cautionnements des comptables de l'Etat, dans le cas prévu par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1867.

x) La caution à fournir par le porteur d'une lettre de change adirée (loi du 20 mai 1872, art. 41 et 42);

y) Idem en matières d'assurances, lorsque l'assureur ou l'assuré tombe en faillite (loi du 11 juin 1874, art. 29);

z) L'indemnité due au propriétaire d'un champ dans lequel il a été pratiqué des fouilles, lorsqu'elle est fixée judiciairement (Code rural du 7 octobre 1886, art. 9).

(1) Article 2236 du Code civil.

Le nombre des sommes consignées antérieurement au 1^{er} janvier 1892 et dont les ayants droit paraissent se désintéresser est actuellement de 6,088 ; le montant de ces sommes s'élève à 1,603,836 francs. De tableaux publiés en note par votre Commission et qui renseignent l'un le nombre des consignations par circonscriptions d'agence de la Caisse (1), l'autre (2) l'analyse des consignations dont l'import atteint un chiffre assez important, il résulte que toutes ces consignations dont les ayants droit se désintéressent, resteront abandonnées soit parce que leur valeur est trop minime pour entraîner les débours que leur retrait impose, soit parce que l'ayant droit reste incertain ou inconnu.

En fait donc, l'adoption du projet du Gouvernement ne lésera point d'intérêts réels.

Mais cette même adoption peut-elle se concilier avec les textes légaux qui sont en vigueur ?

Le problème devient plus délicat à résoudre. Un principe fondamental de

(1) Sommes consignées antérieurement au 1^{er} janvier 1892 et susceptibles d'être versées au Trésor :

Agence.	Nombre.	Montant.	Moyenne.
—	—	—	—
Anvers	646	101.600	157.— fr. environ.
Malines	450	54.100	120.— »
Turnhout	40	9.500	200.— »
Bruxelles	1.040	238.500	240.— »
Louvain	230	37.500	163.— »
Nivelles	54	38.700	718.— »
Bruges	160	98.000	612.— »
Courtrai	178	24.600	137.— »
Furnes	60	16.600	276.— »
Ypres	64	23.700	370.— »
Audenarde	115	29.080	252.— »
Gand	453	90.929	200.— »
Termonde	397	50.327	129.— »
Charleroi	289	86.685	299.— »
Mous	614	129.408	210.— »
Tournai	134	37.784	280.— »
Huy	62	13.852	223.— »
Liège	497	311.991	627.— »
Verviers	117	25.215	215.— »
Hasselt	87	16.837	193.— »
Tongres	29	7.998	275.— »
Arlon	64	83.339	1.302.— »
Marche	15	1.404	93.— »
Neufchâteau	63	14.156	224.— »
Dinant	50	13.731	274.— »
Namur	180	48.300	268.— »
Total général	6.088	1.603.836	

Moyenne générale : 263 francs environ.

Voir ci-après, page 6, le tableau (note 2 de la page 5).

(2) Agences.	Numéros des comptes.	Dates des consignations.	Motifs du dépôt.	Montant.
Anvers .	6300	1 ^{er} mars 1889 .	Prix de vente de valeurs trouvées en possession d'une personne disant se nommer Mercier, J. J., décédée à Anvers; domicile inconnu. Seule pièce d'identité : coupons de passage de New-York-Anvers et Anvers-Paris .	6,740.35
Bruxelles .	1421	20 mai 1862 .	Succession litigieuse : Mettemins-Moselman, ouverte en 1848 .	6,630.39
	5264	5 novembre 1878 .	Nonante-deux mandats de paiement au profit de 138 ayants-droit, non retirés : faillite : « Société du Crédit foncier international » dernier retrait en 1884 .	7,441.54
Nivelles .	279	4 mars 1873 au 13	Succession vacante (ouverte en 1837). Dernier retrait en janvier 1892. Distribution 9%. (Moniteur du 14 octobre 1877) .	22,723.28
	545	25 juillet 1887 .		5,017.98
Bruges .	36	8 mai 1872 et 23	Succession vacante (ouverte en 1817) : « comte de Peellaert » .	12,690.49
	2026	juillet 1874 .	« Affaire Barra ». Prix de vente d'immeubles saisis .	42,183.75
Courtrai .	261	16 mars 1878 au	Faillite « De Neckere, Maximilien ». Dernier paiement : octobre 1889 .	6,954.37
	1447	18 novembre 1882.	Saisie arrêt sur le produit d'une vente mobilière .	5,371.76
Ypres .	964	31 août 1879 et	Dépôts volontaires effectués par Bi-buyck, Louis. Retrait partiel en 1884 .	8,400.—
Charleroi .	98	31 mai 1883 .	Faillite de la S ^{te} A ^{me} des Hauts Fourneaux de Gougnyes. Dernier paiement : 1882 .	8,894.91
	830	25 septembre 1854.	Succession vacante (ouverte en 1876) : Naveau, Amédée .	5,011.97
Mons .	1035	21 août 1878 et	Liquidation de cession judiciaire : maison Tercekin-Sigart. Somme déposée au profit de 113 bénéficiaires .	7,801.82
	1049	10 novembre 1880 .	Expropriation : consorts Dupont .	8,406.90
	1204	22 mars 1883 et	Liquidation de cession des biens de : Hennekine-Briard. Somme consignée au profit de 647 bénéficiaires .	18,978.31
		22 juillet 1887 .	Faillite : Vanneau, Edouard .	9,200.—
Tournai .	42	11 mai 1849 .	Faillite : Hendrickx-Sommer .	5,000.—
Liège .	20	1 ^{er} août 1839 .	Faillite : Société d'Agriculture Industrielle, à Waremme (frs. 209,700). Dernier paiement en 1880 .	8,784.59
	1965	3 novembre 1875 au	Cession de propriétés à l'Etat, par Bertho, Joseph, décédé en janvier 1848. Legs de tous ses biens, par parts égales à tous ses cousins et cousines « quel que soit leur degré de parenté » .	13,370.—
		14 mai 1879 .	Absents : Neuville, Hubert et Antoinette. Fonds leur revenant dans une liquidation de succession faite en janvier 1881 .	175,067.22
	90	6 novembre 1847 .	Prix de vente du domaine de Berchiwez, acquis par M. M. Zoude .	8,856.37
	2155	12 décembre 1887.	Fonds appartenant à la masse créancière des héritiers Devillez-de Bazeilles .	52,526.57
Arlon .	7	21 février 1843 au	Succession vacante : Hollenfeltz. Dépôts antérieurs : 820,470. Dernier retrait en 1888 .	11,771.87
	9	9 décembre 1843 .		5,311.57
	296	10 avril 1844 .	Faillite : S ^{te} A ^{me} Brasserie des Carrières, à Bouges. Derniers paiements : novembre 1880 .	8,035.57
Namur .	373	14 janvier 1890 .	Expropriation : Van Goltshove, Léopold. Un paiement fait en 1886 .	8,233.23
	838	46 février 1876 au		
		13 juillet 1880 .		
		6 avril 1883 .		

l'organisation doit être maintenu. « La Caisse, comme l'a écrit Laurent (1), » ne peut jamais prescrire, ni à son profit, ni au profit du Trésor, par » quelque laps de temps que ce soit, la propriété des sommes qu'elle reçoit » en dépôt; le mot même qu'elle porte témoigne qu'elle possède pour » autrui, donc à titre précaire. »

Mais comme l'a signalé le baron d'Anethan au cours de la discussion au Sénat de la loi de 1867; comme on l'a fait ressortir au Parlement français au cours de la discussion de la loi budgétaire de 1893(2); comme le proclame un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 13 mars 1903 (3), il est possible de respecter les principes et d'empêcher le développement d'abus sans devoir créer une prescription si l'on se résout à décréter une déchéance. « Il ne » s'agit pas, disait le baron d'Anethan, de rendre le dépositaire propriétaire, » il ne s'agit pas d'attribuer à la Caisse des consignations la propriété des » sommes déposées; il s'agit seulement, pour la législature, de déclarer que, » par suite de non réclamation des sommes déposées à la Caisse des Con- » signations, ces sommes sont considérées comme faisant partie de succes- » sions en deshérence ou comme constituant un bien vacant qui, après un » délai fixé par le législateur, appartient, non pas à la Caisse qui en a été » dépositaire, mais à l'État, qui représente la généralité des citoyens (4). »

Il ne semble donc pas qu'adopter une proposition analogue à celles qui furent admises en 1850 et 1867 par le Parlement belge et en 1893 par le Parlement français abroge cette règle essentielle de l'organisation de la caisse : que le détenteur précaire ne peut prescrire (5).

(1) *Principes de droit civil*, t. XXXII, p. 315. — SIVILLE, *Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, t. VIII, p. 403. — En théorie, la question est discutée, mais la controverse n'offre pas en Belgique un intérêt pratique puisque la Caisse n'oppose la prescription que lorsqu'elle y est autorisée par un texte spécial. Voir *Pandectes Belges*, t. XXV, V^o *Consignation*, p. 126, n^{os} 324 et suivants.

(2) DALLOZ, *Recueil général de Jurisprudence*, 1893, 4^{me} partie, p. 114 et suiv.

(3) DALLOZ, *Idem*, 1907, 2^{me} partie, p. 54. Cet arrêt décide : En déclarant acquises à l'État les sommes déposées... à la Caisse... lorsqu'il s'est écoulé trente ans sans que le compte corrélatif ait donné lieu à une opération de versement... la loi... de 1893 n'a point créé une prescription, mais a édicté une déchéance, régie par des règles particulières. — L'article 43... de la loi de 1893, aux termes duquel les prétendants droit aux sommes qui seront remises au Trésor — ont un délai expirant le 31 décembre 1900 pour obtenir le remboursement... constitue une disposition de faveur transitoire, se suffisant à lui-même et ne comportant pas l'application des règles relatives à l'hypothèse de la déchéance trentenaire... Ainsi ce délai supplémentaire et de faveur, accordé à des conditions spéciales et précises, ne saurait être prorogé, comme le délai de trente ans, notamment par la signification d'une assignation faite à la Caisse, avant le 31 décembre 1900. — Il ne peut être invoqué par les intéressés qu'à la condition de justifier... avant l'expiration du dit délai, de leurs droits sur les sommes à rembourser.

(4) *Ann. Parl. Sénat*, session 1867-1868, p. 69.

(5) Il est intéressant de remarquer qu'avant la promulgation du Code civil, mais alors que le principe qui est consacré par le texte de l'article 2236 du Code civil était également en vigueur, un édit du 23 octobre 1663 stipule que : « La commune pourrait disposer des consignations ayant plus de trente ans de date sans réclamations ou actes de poursuite, mais à charge de restitution à ceux qui les réclameraient dans un délai à impartir par les conseils des Provinces. (*Pandectes Belges*, t. XXV, V^o *consignations*, n^{os} 330-331).

2.

Des conditions de la déchéance.**ARTICLE PREMIER DU PROJET.***Principe général.*

Le texte dont le Gouvernement sollicite le vote reproduit presque littéralement le texte adopté par le Parlement français en 1895 ; mais il le complète.

Seront donc, pour le passé comme pour l'avenir, considérées comme faisant partie de successions en déshérence ou comme constituant des biens vacants, et *seront acquises à l'État*, toutes les sommes déposées à quelque titre que ce soit à la Caisse des Dépôts et Consignations lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans et pourvu, ceci est essentiel, que l'abandon de la somme par le prétendant droit ne soit pas démenti au cours de cette période par un des faits suivants :

1. Si le compte auquel ces sommes ont été portées a donné lieu à une opération de versement ou de remboursement ;

2. Si le paiement des intérêts a été réclamé (ce fait n'est pas, à tort, relevé par la loi française). Il existe, comme le dit l'Exposé des motifs, des consignations très anciennes dont les intérêts se paient, que la déchéance ne peut pas atteindre : les dépôts au nom d'interdits (1) ; les dépôts appartenant aux masses des détenus des prisons centrales.

3. S'il a été signifié à la Caisse la réquisition de paiement prévue par l'article 4 de la loi du 28 nivôse an XIII (2) ;

4. S'il a été signifié à la Caisse un des actes visés à l'article 2244 du Code civil (3).

Le texte qui vous est proposé est donc bien précis. D'une part, il ne confère pas de droits à la Caisse ; mais il impose à celle-ci l'obligation de verser certaines sommes au Trésor ; d'autre part, les faits qui excluent l'hypothèse d'un abandon de ses droits par un intéressé sont limitativement définis ; mais aucun de ces faits n'ayant été relevé au cours du délai trentenaire prévu, aucun acte ne peut, à l'expiration du délai, empêcher la déchéance (4), et par conséquent le versement au Trésor.

(1) L'article 55 de la loi hypothécaire de 1851 ordonne le versement à la Caisse de capitaux appartenant à des mineurs ou à des interdits quand le tuteur ne possède point d'immeubles qu'il puisse affecter en gage de sa gestion.

(2) Cet article stipule : Le remboursement des sommes consignées s'effectuera dans le lieu où la consignation aura été faite, dix jours après la notification faite aux préposés de la Caisse d'amortissement, de l'acte ou jugement qui en aura autorisé le remboursement.

(3) L'article 2244 stipule : Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

(4) Voir également à ce sujet l'arrêt précité de la Cour de Paris.

ARTICLE 1^{bis}.

Valeurs déposées à la Caisse des Consignations en exécution, notamment, des dispositions des lois concernant la dépossession des titres au porteur.

Le projet qui vous est soumis contenait une lacune.

En principe, la Caisse n'a jamais reçu que du numéraire ; si, aux termes de l'article 7 de la loi du 13 novembre 1847 elle reçoit les cautionnements en fonds publics des adjudicataires et concessionnaires de travaux d'utilité publique, ils sont néanmoins déposés, pour son compte, au caissier de l'État (1).

Mais divers articles (2) des lois des 24 juillet 1921 et 10 avril 1923 concernant la dépossession des titres au porteur ordonnent ou permettent le dépôt de valeurs à la Caisse.

(1) Arrêtés royaux des 25 juin 1851 et 22 décembre 1862.

(2) Ces articles de la loi de 1921 sont libellés comme suit :

Art. 19. Après une année écoulée depuis la première publication de l'opposition définitive et deux échéances au moins étant survenues dans l'intervalle, l'opposant peut, s'il n'y a pas de contradiction, exiger de l'établissement débiteur le paiement des intérêts ou dividendes échus, moyennant gage ou caution en couverture du total des annuités exigibles, augmenté du double de la dernière.

A défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, les sommes exigibles sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations.

Après une année nouvelle écoulée sans contradiction, les sûretés fournies sont dégagées, et l'opposant peut se faire restituer les sommes consignées et percevoir les intérêts ou dividendes à échoir.

Art. 20. Après deux années écoulées depuis la première publication de l'opposition définitive et six mois après l'échéance, l'opposant peut, s'il n'y a pas de contradiction, réclamer moyennant caution, nantissement ou hypothèque, le paiement du capital des titres devenu exigible, ou, à défaut de l'une ou de l'autre de ces garanties, en faire effectuer le versement à la Caisse des dépôts et consignations.

Art. 21. La solvabilité de la caution à fournir en vertu des articles 19 et 20 est appréciée comme en matière commerciale.

Le nantissement doit être constitué en titres cotés à la Bourse et évalués à 80 p. c. maximum du cours du jour. Il est assimilé au gage commercial.

Art. 22. Il ne peut être dérogé par convention particulière aux dispositions de la présente loi relatives aux susdites garanties.

Il est statué en référé, par le président du tribunal de commerce du siège social de l'établissement débiteur, sur toutes difficultés auxquelles elles pourraient donner lieu.

Art. 23. Tout paiement de dividendes, d'intérêts ou de capital, fait à l'opposant conformément aux dispositions précédentes, libère l'établissement débiteur envers le tiers porteur au préjudice de qui il aurait été effectué, sauf recours de celui-ci contre l'opposant.

Si le recours est accueilli, le tiers bénéficie de plein droit des garanties auxquelles le paiement a été subordonné.

Art. 24. Perd de plein droit toute valeur, s'il n'y a pas eu contradiction, sauf recours du tiers porteur contre l'opposant personnellement, le titre mentionné au Bulletin sans interruption pendant cinq années, à compter du 1^{er} janvier suivant la date de la première publication à la liste des oppositions définitives.

La loi du 24 juillet 1921 stipulait même aux articles 45 et 46 que certaines valeurs déposées à la Caisse seraient acquises à l'État après un délai effectif de dix ans. Mais les dispositions de ces articles ont été abrogées par la loi du 10 avril 1923 (1), et M. David, rapporteur de la Commission des finances,

Cette perte de valeur entraîne au profit de l'opposant :

1° Le droit définitif à tous paiements, avec libération des sûretés fournies et remise des sommes consignées en exécution de l'article 20;

2° Le droit à la délivrance, sur sa demande et à ses frais, d'un titre nouveau portant le même numéro que le titre original.

Ce nouveau titre et chacun de ses coupons sont munis au recto d'une surcharge indiquant leur caractère de duplicata.

Ils confèrent les mêmes droits et sont négociables dans les mêmes conditions que les titres et coupons primitifs.

Art. 43. Toute personne physique ou morale ayant émis en Belgique des titres au porteur avant le 1^{er} janvier 1920 sera tenue de fournir à l'Office national dans le courant du premier trimestre de l'année 1923, une liste indiquant par ordre ascendant les numéros, et au besoin la série, des titres émis avant le 1^{er} janvier 1920 pour lesquels il n'aura été demandé postérieurement au 1^{er} janvier 1920 ni le paiement d'aucun coupon, ni, s'il s'agit de titres amortis, le paiement de la somme à rembourser ou qui n'auront fait l'objet d'aucun dépôt en vue d'assemblées générales ou de déclarations d'actionnaires.

La liste ainsi transmise sera publiée avec invitation aux porteurs des titres énumérés sur cette liste de se faire connaître à l'établissement émetteur par l'envoi avant le 31 décembre 1924 d'une lettre recommandée.

Ce délai expiré, le tribunal civil de l'arrondissement du domicile du siège social ou de la succursale du débiteur pourra, sur la requête du Ministre des Finances, déclarer que les titres primitifs ayant fait l'objet de la publication perdront toute valeur et que l'établissement émetteur devra en délivrer des duplicata qui seront confiés à la Caisse des dépôts et consignations.

La délivrance comprendra le montant des intérêts et dividendes échus, des primes et lots attribués à ces titres.

Toutefois, le tribunal pourra subordonner la délivrance à l'accomplissement de publications complémentaires.

Art. 44. — Les personnes ou sociétés qui n'auront point fourni à l'Office national, dans le délai légal, la liste visée à l'article 43, seront tenues à rembourser à l'État le montant des sommes que celui-ci aura acquittées en vertu de décisions des tribunaux des dommages de guerre à raison de titres émis par les dites personnes ou sociétés.

Dispositions générales.

Art. 45. — Dans les liquidations clôturées postérieurement au 1^{er} août 1914, toutes sommes et valeurs qui sont attribuées à quelque titre que ce soit aux actionnaires et obligataires et qui n'ont pas été ou ne seront pas réclamées, dans le délai de cinq années à partir de la clôture de la liquidation doivent être déposées par les liquidateurs à la Caisse des dépôts et consignations à l'expiration de ce délai.

Art. 46. — A l'expiration d'un second délai de cinq années à dater de leur remise à la Caisse des dépôts et consignations, les sommes et valeurs déposées par application de l'article précédent sont acquises à l'État.

(1) Le texte de la loi de 1923 est libellé comme suit :

Art. 3. — Les articles 43 à 46 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 43, § 1^{er}. — Toute société civile ou commerciale ayant son siège social ou son principal établissement en Belgique est tenue de fournir à l'Office national, au cours de

qui examina la proposition qui est devenue la loi de 1923, écrivait (1) :
« La Commission a pensé que cette attribution à l'État ne devait pas être

l'année 1923, pour les actions, parts et obligations qu'elle a créées avant le 1^{er} janvier 1920, une liste, en double exemplaire, indiquant, dans l'ordre ascendant et, le cas échéant, par série, les numéros :

» 1^o Des titres au porteur dont il n'a été encaissé, avant le 30 juin 1923, aucun des coupons de dividende ou d'intérêt rendus payables après le 31 décembre 1919 et avant le 1^{er} janvier 1923 ;

2^o Des titres au porteur qui pouvaient être échangés, remboursés ou munis d'une nouvelle feuille de coupons pendant la période du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922 et qui ne l'étaient pas au 30 juin 1923.

» La société ne peut porter sur la liste les numéros des titres s'il est établi que, pendant la même période du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1922, ils ont fait l'objet soit d'un acte authentique, soit d'une déclaration de succession, soit d'un dépôt en vue d'une assemblée, d'un estampillage ou d'une conversion.

» Elle ne peut non plus porter sur la liste les numéros des titres figurant au « Bulletin des Oppositions » ou dont la possession lui est affirmée par le détenteur ou par le dépositaire dans une lettre adressée au siège social avant le 30 juin 1923.

» La société exige la représentation des titres lorsque l'affirmation de possession n'émane pas d'un agent de change ou autre intermédiaire ou qu'elle n'est pas appuyée du duplicata d'un certificat de dépôt dans une banque.

» § 2. — Les listes, à l'expiration du deuxième semestre de 1923, sont publiées par l'Office national avec invitation aux porteurs des titres énumérés à se faire connaître à la société par l'envoi, avant le 31 décembre 1924, d'une lettre recommandée à la poste.

» La société accuse réception des lettres qui lui parviennent et les transmet dans la huitaine au Ministre des Finances.

» Celle-ci apprécie si les numéros désignés dans les déclarations de possession peuvent être biffés de la liste.

» Il fait connaître sa décision à la société et aux réclamants par lettre recommandée.

» S'il admet la réclamation, il fait publier un avis rectificatif par l'Office national.

» Si aucune décision sur la réclamation n'intervient dans les deux mois, ou si la réclamation est rejetée, l'intéressé peut assigner le ministre des finances et la société débitrice à comparaître en référé, dans un délai qui ne peut être moindre d'un mois, devant le président du tribunal de première instance du siège de la société débitrice ou de son principal établissement en Belgique pour y entendre prononcer la radiation du titre de la liste. Le juge des référés statue sur les dépens.

» § 3. — Pour les titres dont les numéros sont maintenus sur la liste après le 31 décembre 1926, le président du tribunal de première instance de l'arrondissement du siège de la société ou de son principal établissement en Belgique peut, sur requête de la société ou du ministre des finances, ordonner la remise de duplicata à la Caisse des dépôts et consignations et déclarer que les titres primitifs ont perdu toute valeur.

» Son ordonnance indique les coupons qui doivent être attachés au duplicata.

» Il peut subordonner la délivrance des duplicata à l'accomplissement de publications ou formalités complémentaires.

» Ses ordonnances sont publiées par extrait et sans frais au *Bulletin des Oppositions*.

» Art. 44. — Les sociétés qui n'auront pas fourni à l'Office national, dans le délai imparti, la liste visée à l'article 43, rembourseront à l'État, dans le mois de l'avis qu'il leur donnera par lettre recommandée, le montant des sommes qu'il aura versées en exécution de la loi sur la réparation des dommages de guerre à raison des titres créés par ces sociétés.

(1) *Doc. parl.*, Chambre, session 1922 et 1923, pp. 246 et 365.

» prévue pour le cas actuel seulement, dans une loi particulière, mais qu'il
 » y aurait lieu de l'examiner dans son ensemble pour tous les dépôts de la
 » Caisse des Consignations et de la régler ultérieurement par une loi
 » générale... »

C'est pourquoi il faut que dans le projet qui vous est soumis soit inscrite, sous peine de faire œuvre incohérente, une disposition assujettissant les valeurs consignées ou déposées à la règle fixée par le projet relativement aux espèces.

Dans ces conditions, votre Commission vous propose de décider l'insertion dans le projet d'un article 1bis qui serait rédigé comme suit :

« *Les titres ou valeurs reçus par la Caisse des Dépôts et Consignations deviennent également propriété de l'État à l'expiration d'un délai de trente ans s'ils n'ont été l'objet d'aucune revendication.* »

Les conditions de la revendication ne doivent pas être libellées avec une grande précision comme à l'article premier : il faut laisser ici à l'ayant droit une grande latitude pour manifester sa volonté de demeurer propriétaire.

Prenons deux hypothèses qui peuvent se présenter actuellement.

Il peut s'agir de valeurs déposées en vertu des lois de 1921-1923 sur la dépossession des titres au porteur. Il ne doit plus être question du paiement des intérêts, car les titres pourront être restitués dès que l'on connaîtra l'ayant droit aux intérêts ; ni de la réquisition dont parle l'article 4 de la loi du 28 nivôse an XIII, puisqu'il ne s'agit plus d'espèces ; ni de la signification des actes visés par l'article 2244 du code civil, parce que, le porteur déposé étant inconnu, pareille signification équivaut simplement à la *revendication* au sens du texte proposé.

Il peut s'agir de valeurs déposées à titre de cautionnement. Il faut remarquer

» Les sociétés qui retarderaient de plus d'un mois le remboursement des sommes qu'elles sont tenues à verser à l'État, devront sur ces sommes des intérêts moratoires calculés au taux légal en matière commerciale.

» Ces intérêts seront consignés ou payés avec les sommes principales.

» Art 45, §1^{er}. — Les sociétés civiles et commerciales ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique ne peuvent ni s'attribuer ni répartir à d'autres qu'aux porteurs des titres les dividendes, intérêts, sommes et avantages quelconques afférents à leurs actions, parts et obligations au porteur, dont le paiement ou la délivrance ne leur est pas demandé.

» Elles ont la faculté d'en faire le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations.

» Leur comptabilité fait apparaître sous une rubrique spéciale les sommes et valeurs visées à l'alinéa 1^{er}.

» § 2. — Sont déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations, dans les six mois de la clôture de la liquidation, les sommes et valeurs qui, dans les liquidations clôturées après le 1^{er} août 1914, sont attribuées aux porteurs d'actions, parts et obligations des sociétés civiles et commerciales, ayant leur siège social ou leur principal établissement en Belgique et dont la remise aux créanciers ou associés n'aurait pu être faite.

» Art 46. — La Caisse des Dépôts et Consignations remet les sommes et les valeurs qui lui sont confiées en vertu des dispositions des articles 43 et 45 au porteur déposé ou au détenteur du titre original, moyennant le consentement du Ministre des Finances, ou sur la production d'un jugement rendu contre lui et devenu définitif. »

que ces valeurs ne sont restituables que du consentement de l'autorité qui en a ordonné le dépôt. Dès que ce consentement est parvenu à la Caisse, il incombe à celle-ci comme à l'intéressé de provoquer le retrait du dépôt et dans ces conditions il faut laisser à l'intéressé le libre choix de tout moyen par lequel il manifestera ses intentions.

ART. 2.

Sauvegarde des intérêts des prétendants droit.

Cet article, il importe de le souligner, doit définir non pas les mesures qui sont à prendre en faveur des prétendants droit à des sommes ou à des valeurs qui seront versées au Trésor, au moment de la promulgation de la loi, par suite de l'expiration du délai trentenaire, mais bien celles qui sont à prendre en faveur des prétendants droit aux sommes ou aux valeurs qui le seront à l'avenir.

Cet article ayant surtout été discuté en Commission, en voici d'abord le libellé : « Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai (*de trente ans*) » la Caisse des dépôts avise par lettre recommandée les ayants droit connus » de la déchéance qu'ils encourent. Cet avis est adressé au domicile indiqué » dans les actes et pièces qui se trouvent en la possession de la Caisse ou, à » défaut de domicile, au procureur du Roi du lieu du dépôt.

» Lorsque les intéressés n'auront pas introduit de réclamation dans un » délai de deux mois après cet avis, leurs noms, prénoms et adresses, ainsi » que la date et le lieu du dépôt seront immédiatement publiés au » *Moniteur* ».

Des membres de votre Commission ont émis l'opinion que l'envoi par la Caisse d'un avis recommandé soit au domicile probable de l'intéressé, soit au procureur du Roi du lieu du dépôt, n'organisait pas une recherche très complète d'un ayant droit; ils ont, en conséquence, préconisé l'intervention du juge de paix.

Il semble cependant difficile d'admettre cette intervention, car les faits prouvent que la déchéance des biens inscrits au nom d'incapables n'est pas à envisager; d'autre part, à quel juge faudrait-il s'adresser, puisque le ressort des caisses comprend toujours plusieurs circonscriptions de justice de paix. — En outre, quand le domicile possible d'un intéressé est inconnu et que l'envoi de l'avis au procureur du Roi s'impose, il ne faut pas oublier que les pouvoirs d'investigation que possède un chef de parquet sont plus étendus et plus efficaces que ceux d'un juge de paix. Enfin, il faut remarquer que tout envoi d'avis non suivi à *bref délai* (deux mois) d'une réclamation impose une publication au *Moniteur*; que la procédure organisée par le projet de loi existe en France et qu'elle ne semble pas avoir donné lieu à inconvénients.

C'est ici qu'une réserve peut cependant être formulée.

La publication qui sera faite au *Moniteur* sera sans doute, on ne peut le méconnaître, souvent ignorée des intéressés, et, dans ces conditions, il semble utile que l'avis qui sera publié au *Moniteur* soit, par les soins du Bourgmestre,

affiché pendant un mois à la porte des Maisons communales (1) de toutes les localités qui seront mentionnées dans l'avis publié au *Moniteur* par les soins de la Caisse.

Ainsi serait donnée la garantie la plus complète qu'il soit possible de fournir qu'un intéressé pourra être averti de l'obligation qui lui incombe de faire valoir ses droits.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de compléter le texte qui vous est soumis par l'adoption de l'amendement suivant :

« *Endéans les huit jours de la publication qui en sera faite au Moniteur, ces noms, prénoms et adresses seront, par les soins du bourgmestre de chacune des communes désignées, affichés pendant un mois à la porte des maisons communes* ».

ART. 3.

Remise au Trésor des dépôts atteint par la déchéance.

Le versement de sommes d'argent au Trésor est la conséquence logique du principe inscrit à l'article 1^{er} du projet de loi.

L'article lui-même n'a pas donné lieu à observations au sein de votre Commission.

Mais par suite de l'insertion dans le projet de loi de l'article 1^{bis}, le libellé doit en être modifié et l'article serait à rédiger comme suit :

« *Les dépôts atteints par la déchéance sont remis annuellement au Trésor avec les intérêts dûs.* »

Un membre a demandé qu'il soit donné communication à la Commission d'un état de situation de la Caisse.

Votre rapporteur n'a pu se procurer d'autre document que celui qui fut déposé le 30 avril 1914 sur le bureau de la Chambre (2).

ART. 4.

Limitation du nombre des années pendant lesquelles des intérêts sont dus par la Caisse.

L'Exposé des motifs justifie le texte qui vous est proposé.

Votre Commission vous propose de l'adopter.

Un membre a signalé que pour les versements qui sont faits au nom de mineurs, il est alloué un intérêt de 3 p. c. moins l'impôt ; il a demandé qu'il soit donné par la Caisse un intérêt égal à celui qui est octroyé par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Votre Commission estime qu'il y a lieu d'attirer l'attention toute spéciale du Gouvernement sur cette proposition ; l'article 7 de la loi du 28 décembre

(1) Disposition analogue à celle de l'article 63 du Code civil qui organise la publication des actes de mariage.

(2) *Doc. parl.*, Chambre, n° 252.

1867 apportant des modifications à la législation qui régit la Caisse des Dépôts et Consignations... stipule bien que : « le taux d'intérêt des fonds des » enfants mineurs, des interdits, des absents et des faillis peut être modifié » par arrêté royal dans les limites de 3 à 4 1/2 p. c. », mais l'article 29 de la loi budgétaire du 18 février 1887 a fixé à 3 p. c. l'intérêt des fonds consignés au profit de mineurs et d'interdits en vertu de la loi du 16 décembre 1851 concernant les privilèges et hypothèques (1).

ARTICLES 5 ET 6.

Déchéance du cautionnement de remplaçants et de mandats.

L'Exposé des motifs justifie suffisamment le texte qui vous est proposé.
Il n'a pas donné lieu à observations.
Votre Commission vous en propose l'adoption.

ART. 7.

Sauvegarde des intérêts des prétendants droit aux consignations qui seront acquises au Trésor le jour de l'entrée en vigueur de la loi.

Le texte de l'article qui vous est soumis est libellé comme suit :

« A titre transitoire, les prétendants droit aux sommes acquises à l'État » en vertu des articles 1, 5 et 6 de la présente loi au moment de sa promul- » gation auront un délai qui expirera le 31 décembre 1927 pour en obtenir » le remboursement en justifiant de leurs droits.

» Un délai expirant à la même date est accordé aux mêmes fins pour les » sommes qui seront acquises à l'État jusqu'au 31 décembre 1926 en vertu » de l'article 1^{er}. »

L'Exposé des motifs justifie complètement la nécessité qui s'impose d'accorder aux prétendants droit aux consignations qui seront versées au Trésor le jour de l'entrée en vigueur de la loi et pendant les premières années de son application, un délai prolongé pour introduire leurs réclamations.

Il importe cependant de souligner avant tout deux passages de l'Exposé des motifs, pour bien marquer l'accord qui existe entre votre Commission et le Gouvernement : toute réclamation devra être adressée au Trésor, et le délai endéans lequel la réclamation devra être introduite est un délai de faveur que rien ne saurait prolonger.

D'accord avec le Gouvernement sur le principe de l'octroi d'un délai, votre Commission a néanmoins jugé nécessaire d'amender le texte de l'article 7.

(1) L'intérêt a successivement été fixé :

à 3 p. c. par l'article 2 de la loi du 28 nivôse-8 pluviôse an XIII ;

à 4 p. c. par l'article 5 de l'arrêté royal du 24 novembre 1868 ;

à 3 1/2 p. c. par l'arrêté royal du 20 octobre 1884,

et à 3 p. c. par la loi budgétaire de 1887.

Elle avait cru d'abord que les intérêts des prétendants droit n'étaient pas sauvegardés par le seul octroi d'un délai de faveur quelque long qu'il fût. Il n'a pas été finalement insisté. Le Gouvernement, s'inspirant de l'exemple donné par la France, n'a pas cru devoir proposer la publication d'une liste des dépôts qui seront versés au Trésor, cette liste devant comprendre la mention de 6,000 comptes et former un volume de 300 pages format du *Moniteur*, dont la lecture serait impossible. L'argument a de sa valeur.

D'autre part, il résulte d'un examen approfondi des conditions dans lesquelles certains dépôts ont été effectués, que la lecture de la publication qui serait faite, ne renseignerait pas le nom de celui dont les prétendants droit éventuels a un dépôt, tiennent leur titre.

Ainsi, par exemple, prenons le tableau reproduit page 6 du présent rapport.

Qui pourra justifier être l'héritier du M. Mercier, décédé à Anvers, sans qu'on ait trouvé sur lui une pièce quelconque d'identité ?

Qui pourra justifier avoir droit à la somme déposée par M. Zoude, puisque le nom du propriétaire vendeur à M. Zoude n'a jamais été renseigné le jour de la constitution du dépôt.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer un premier amendement. Le Gouvernement avait proposé d'arrêter le terme du délai de faveur au 31 décembre 1927 croyant que le projet qu'il vous soumettait aurait été promulgué et publié en 1922. L'entrée en vigueur de la loi ne pouvant être envisagée que pour 1924, votre Commission vous propose de substituer aux dates du 31 décembre 1927 et 31 décembre 1926 les dates du 31 décembre 1929 et 31 décembre 1928.

Un second amendement est la conséquence de l'insertion dans le projet de l'article 1^{bis}.

Il faut donc prévoir qu'il peut être question de valeurs aussi bien que de sommes.

L'article tel qu'il est amendé par votre Commission serait donc libellé comme suit :

« A titre transitoire, les prétendants droit aux sommes *et valeurs* acquises
» à l'État en vertu des articles 1, 1^{bis}, 5 et 6 de la présente loi au moment
» de son entrée en vigueur (1) auront un délai qui expirera le 31 décembre
» 1929 pour en obtenir le remboursement en justifiant de leurs droits.
» Un délai expirant à la même date est accordé aux mêmes fins pour les
» sommes *et valeurs* qui seront acquises à l'État jusqu'au 31 décembre 1928
» en vertu de l'article premier *et de l'article 1^{bis}* .

(1) La portée de cet amendement est appliquée à l'article 13.

II.

REVISION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION
ORGANIQUE DE LA CAISSE.

ART. 8.

De la propriété du cautionnement.

La conception déjà ancienne que le comptable devait posséder des biens et le principe qui a été, en conséquence, consacré par le texte des articles 1 et 2 de la loi du 25 nivôse an XIII, savoir : que celui qui est astreint à l'obligation du cautionnement est censé propriétaire des valeurs déposées, même s'il est constaté que le dépôt est constitué par un bailleur de fonds, ont reçu en Belgique une double atteinte.

Le principe n'est appliqué qu'au cautionnement des comptables.

La loi du 7 mai 1912 (1) a admis que la caution des associations de comptables dispense les membres de celles-ci de l'obligation du cautionnement.

M. Giron a même soutenu, qu'aux termes de la législation qui est en vigueur (2), le bailleur de fonds demeure toujours propriétaire des deniers et valeurs qu'il a déposés.

Toutes ces anomalies et ces discussions gênent l'action des bailleurs de fonds, dont le rôle devient plus important chaque jour.

Par le texte que le Gouvernement vous soumet, les garanties que doit fournir celui qui est astreint à l'obligation du cautionnement ne sont pas diminuées. Les fonds qu'il remettra à l'intervention d'un bailleur demeureront affectés à l'exécution des engagements qu'il a souscrits; mais à partir du moment où cette exécution est dûment liquidée, le bailleur ne courra plus le risque, puisqu'il est demeuré propriétaire, de voir ses fonds éventuellement saisis par les créanciers de son débiteur, fait qui n'est point rare.

Telle est la portée de l'article 8.

Votre Commission vous en propose l'adoption.

ART. 9.

De l'acte de gage.

L'article 2074 du Code civil stipule que le créancier qui reçoit un objet en gage ne peut se faire payer par privilège sur cet objet que s'il y a un « acte » public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de « la somme due, ainsi que la nature et l'espèce des choses remises en gage ».

Le Gouvernement, pour les raisons qui sont très bien développées dans l'exposé des motifs, vous propose de décider que le récépissé ou reconnais-

(1) Documents parlementaires, Chambre, session 1911-1912, p. 301 et suiv., p. 732 et suiv.
— Discussion, Chambre, séance du 24 avril 1912; Sénat, séances du 30 avril et 3 mai 1912.

(2) Dictionnaire de droit administratif, 1^{er} éd. Caisse des Dépôts et Consignations, n° 5 et Travaux Publics, n° 24.

sance délivré conformément à l'article 4 de la loi sur la comptabilité de l'État tient lieu de l'acte prévu au Code civil.

Votre Commission vous propose l'adoption de l'article.

ART. 10.

Réalisation du gage.

L'exposé des motifs justifie suffisamment le texte proposé ; votre Commission vous en propose l'adoption.

ART. 11 ET 12.

Visa de la Cour des comptes ; Cautionnement du comptable de la Caisse.

L'exposé des motifs justifie les textes qui sont proposés ; votre Commission vous en propose l'adoption.

ART. 13.

Entrée en vigueur de la loi.

Votre Commission vous propose la suppression de l'article qui fixe l'entrée en vigueur de la loi au jour de sa promulgation. Rien ici ne s'oppose à l'application du délai de dix jours prévu par l'article 4 des lois des 18 avril 1898 et 28 décembre 1909.

Votre Commission, en terminant, a l'honneur d'attirer votre attention sur le passage final de l'Exposé des motifs qui est libellé comme suit :

« Par l'application des articles 1 à 6, une somme de près de deux millions » de francs sera immédiatement acquise au Trésor.

» Indépendamment de cette recette effective, il y aura lieu de faire » virement au Trésor de :

» 1° Fr. 128,048.13 ;

» 2° » 149,800.75,

» reliquats de deux sommes remboursées au Gouvernement belge en exécution de la Convention du 19 juillet 1843 complétant les traités des » 19 avril 1839 et 5 novembre 1842 entre la Hollande et la Belgique. »

« La première dérivait d'anciennes saisies réelles du Hainaut. »

« La seconde, provenant des depositaireries de Malines et de Mons, avait » été restituée par l'Autriche à la Hollande, comme suite à une Convention » du 5 mars 1828.

» Les deux sommes, qui auraient dû être consignées dès 1844, ont figuré » jusqu'ici comme recettes dans la comptabilité pour ordre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ; elles auraient même déjà pu être » attribuées définitivement au Trésor en vertu de la loi du 5 juin 1850. »

A l'unanimité, Votre Commission vous propose l'adoption du projet tel qu'il a été amendé par elle.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 NOVEMBER 1923.

Wetsontwerp

waarbij wijzigingen worden gebracht in de wetgeving betreffende de deposito- en Consignatiekas ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

In de eerste artikelen, — namelijk van artikel 4 tot 8, — van het wetsontwerp, dat de Regeering aan uwe beraadslaging onderwerpt, stelt zij voor het verval te verordenen van de deposito's gedaan in de Consignatiekas en die thans niet meer opgeëischt worden of in de toekomst niet meer schijnen opgevorderd te zullen worden. Door de laatste artikelen van haar ontwerp wijzigt de Regeering hare wetgeving tot inrichting van de Kas.

I

VERVAL DER DEPOSITO'S.

1.

Beginsel.

De Regeering vraagt u dus het verval — het weze eens en voor goed gezegd dat het beter ware te schrijven : de « vereffening » — te verordenen van zekere bewaargevingen.

(1) Wetsontwerp n° 62 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Buyl, Carlier, David, Hallet, Ozeray, Pussemier, Wauwermans.

De overwegingen, in de Memorie van Toelichting uiteengezet tot rechtvaardiging van dit voorstel schijnen al te beknopt toe aan degenen die geen grondige kennis bezitten van de werkwijze der Kas. Wil men hun eene afwijking doen aannemen van het beginsel vermeld in artikel 2236 van het Burgerlijk Wetboek (1) en dat aan den grondslag ligt van gansch de inrichting der Kas, dan volstaat niet eene vermelding der Belgische wetten van 5 Juni 1850 (2) en van 28 December 1867 (3), noch der Fransche wet van 16 April 1895 (4); noch de verklaring dat de interesten van 6,000 consignaties sedert dertig jaren en zelfs sedert honderd jaren niet meer betaald zijn geworden; noch de voorzeker zeer gewichtige maar ontoereikende bewering, waar het betreft bewaargevingen te vernietigen gedaan op naam van onbekwamen, dat het noodig is te allen prijze de opeenhooping der bescheiden en de uitbreiding der boekhouding tegen te houden met niet meer te dulden dat de rekeningen zich vereeuwigen.

Uwe Commissie heeft de U onderworpen quaestie meer grondig onderzocht.

Feitelijk is het niet twijfelachtig dat het noodig is een opruiming te doen van de archiefstukken en van de comptabiliteit; en deze zelfde opruiming zal eerlang onontbeerlijk worden bijaldien de inrichting der Kas wordt behouden.

Deze heeft en zal immer in de toekomst talrijke bewaargevingen ontvangen welke noodzakelijk zullen verwaarloosd worden; overtalrijk zijn de gevallen waarin de wet voorschrijft of heeft voorgeschreven, aanbeveelt of heeft aanbevolen, machtigt of heeft gemachtigd geldsommen in de Staatskas in bewaring te geven; het is zelfs onmogelijk al die gevallen op te sommen; de wettelijke bepalingen de consignatiën betreffende worden in geheel de wetgeving omschreven (5); zij behooren tot al de gedeelten van het recht en de lezing van artikel 7 der wet van 15 November 1847 betreffende het beheer der Consignatiekas (6), van de artikelen 13, 14, 23 en 24 van het Koninklijk besluit van 2 November 1848

(1) Artikel 2236 bepaalt: « Zij die door een ander bezitten kunnen nimmer iets door verjaring verkrijgen, door welk tijdsverloop het ook zijn moge. »

(2) De wet van 5 Juni 1850 (*Pasinom.*, III^e reeks, b. 20, bl. 165) betreffende het verval in zake oude consignaties, heeft voor doel gehad de tenietdoening van de rekeningen der voormalige « *dépôtaires générales* » van Henegouw, van den Grooten Raad van Mechelen en van het Magistraat van Gent.

(3) Artikel 10 der wet van 29 December 1867, *Pasinom.*, IV^e reeks, b. 2, bl. 335 en volgende) tro met verval de in België onder de Fransche en Hollandsche overheersching geconsigneerde fondsen.

(4) Artikel 43 der begrotingswet (*DALLOZ, Recueil général de Jurisprudence*, 1895, 4^e deel, bl. 114 en volgende).

(5) *Pandectes belges*: v^o « Consignation », b. XXV, bl. 86, n^o 23.

(6) Dit artikel luidt als volgt:

Onverminderd allerhande consignatiën, welke door de thans van kracht zijnde bepalingen worden gemachtigd, ontvangt de Deposito- en Consignatiekas:

1^o De zekerheidstellingen in geld of in waarden die vereischt worden van degenen die deel nemen aan aanbestedingen of die concessies bekomen voor werken ten algemeenen nutte;

2^o De zekerheidstellingen van de rekenplichtigen of andere tot deze verplichting gehouden agenten van onderscheidene openbare besturen;

3^o De zekerheidstellingen in geld verstrekt door de belastingschuldigen in het geval voorzien bij artikel 271 der wet van 26 Augustus 1822 (*Journal officiel*, n^o 38).

De zekerheidstellingen in geld verstrekt door degenen die deelnemen aan aanbestedingen of die concessies bekomen voor werken ten algemeenen nutte, worden in alles gelijkgesteld met de deposito's en consignatiën

genomen ter uitvoering van deze wet (1) geeft slechts een gedeeltelijke aanduiding van de taak die aan de Consignatiekas is opgedragen (2).

(1) Artikel 13 luidt als volgt :

De Deposito- en Consignatiekas is gelast de consignatiën te ontvangen welke gemachtigd zijn door de wet tot welken titel het ook zij.

Artikel 14 luidt als volgt :

Worden dienvolgens in de Kas gestort :

1^o De penningen aangeboden overeenkomstig artikel 1237 van het Burgerlijk Wetboek, en in het geval voorzien bij artikel 2186 van hetzelfde Wetboek ;

2^o Het beloop der verhandelbare en handelswaarden die, op den vervalldag, niet ten betaling worden aangeboden (wet van 6 Thermidor jaar III) ;

3^o De zekerheidstellingen in de gevallen vermeld bij de artikelen 44 en 46 van het Strafwetboek 114 en 120 van het Wetboek van Strafvordering ; 167 en 542 van het Wetboek van Rechtsvordering ; 2041 van het Burgerlijk Wetboek ;

4^o De sommen door de schuldenaars overhandigd aan de dragers van dwangbevelen ;

5^o Die welke, naar luid van artikel 798 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, door den gegijzelden schuldenaar, in handen van den bestuurder der gevangenis, in bewaring kunnen gegeven worden, indien de schuldenaar ze niet heeft aanvaard ;

6^o De verkoopprijs van de bij rechterlijk gezag toegewezen zeevaartuigen (Wetboek van Koophandel, art. 209) ;

7^o De aan zeelieden toebehoorende penningen (Koninklijk besluit van 14 November 1827) ;

8^o Die voortkomende van openstaande erfenissen (advies van den Raad van State, 13 October 1809) ;

9^o Die welke aan afwezigen behooren (wet van 20 December 1823) ;

10^o De fondsen tot oude zakelijke beslagleggingen behorende (Keizerlijk decreet, 12 Februari 1812 ;

11^o Die voortkomende van gesekwestreerde goederen (Wetboek van Strafvordering, art. 471) ;

12^o De vergoedingen wegens onteigening uit oorzaak van algemeen nut (wet van 17 April 1835, art. 12) ;

13^o De schuldvorderingen ten laste van den Staat getroffen met derden-arrest (wet van 15 Mei 1846, art. 37) ;

14^o De sommen voortkomende van beslag onder derden en van beslag bij uitvoering in de gevallen door de wet bepaald ;

15^o Eindelijk, in 't algemeen al de sommen wier consignatie bevolen is, hetzij dat de wet niet de plaats der consignatie aanduidt, hetzij dat zij eene andere openbare kas aanduidt dan die ingesteld door de wet van 15 November 1847.

Artikel 23 luidt als volgt :

De Deposito- en Consignatiekas verricht den dienst der zekerheidstellingen in geld van de aangestelde rekenplichtigen, der zekerheidstellingen van denzelfden aard door de belasting-schuldigen aan te leggen, der zekerheidstellingen in munt en in nationale fondsen van de personen die deelnemen aan aanbestedingen of die concessies bekomen voor werken tot nut van 't algemeen.

Deze laatste worden gelijkgesteld met de deposito's en consignatiën beheerd door de wet van 28 Nivôse jaar XIII ; zij werpen dezelfde interesten af, tenzij het anders door de contracten bedongen ware ; zij worden nochtans gestort bij de agenten van den Staatskassier.

Artikel 24 luidt als volgt :

Dienvolgens ontvangt de Deposito- en Consignatiekas :

1^o De zekerheidstellingen van de aangestelde rekenplichtigen van den Staat, van de aangestelde rekenplichtigen der provinciën, der gemeenten en der openbare inrichtingen ;

2^o Die van de wisselagenten en der handelsmakelaars ;

3^o Die welke geëischt worden van de belastingplichtigen bij toepassing van artikel 271 der wet van 26 Augustus 1822 ;

4^o Die welke, krachtens artikel 8 der wet van 18 Juni 1836, moeten verstrekt worden voor de in doorvoer verzonden goederen ;

5^o Die van de tolgaarders ;

6^o Die van de concessiehouders van wegen, vaarten en spoorwegen ;

7^o Eindelijk, de zekerheidstellingen der aannemers van werken van openbaar nut in 't algemeen, hetzij die werken worden uitgevoerd ten bate van den Staat, hetzij ten bate van de provinciën of van de gemeenten.

(2) De consignatie wordt nog voorgeschreven door bijzondere wetten voor :

a) De zekerheidstelling van 150 frank tot waarborging der schadeloosstellingen in geval van verzoek-

Dus heeft en zal de Kas eene inbewaargeving ontvangen van de geldsommen waarvan de schuldeischer eensdaags moet onbekend blijven. Houden wij dan nu rekening, zoo ge wilt, met de volgende feiten : De Kas, als eenvoudige depositaris

schrift tot ontkenenis van een ministerieel ambtenaar voor het Hof van Cassatie (bevelschrift van 28 Juni 1738, tweede deel, titel XI, art. 1 en 2);

b) De zekerheidstelling van 100 frank tot waarborging van de geldboete, te storten door hem die de valsheid in rechte mag beweren (*id.*, titel X, art. 1);

c) De opbrengst der verkooping van roerende goederen in de nalatenschappen onder voorrecht van boedelbeschrijving, en in het geval voorzien bij artikel 807, lid 2 van het Burgerlijk wetboek;

d) De zekerheidstelling in geval van verkorting der termijnen voor de dagvaarding in zake van koophandel (Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, art. 417);

e) De zekerheidstelling van 150 frank voorafgaande aan de vordering tot herroeping (*id.*, art. 494, 500 en 501);

f) De sommen van ten minste 150 frank, behoorende aan kinderen die in de godshuizen zijn toegelaten (wet van 25 Pluiose, jaar VIII, art. 6);

g) Het bedrag der veroordeelingen gewezen in zake van accijnzen in geval van voorziening tegen de het verzet verwerpende vonnissen (wet van 26 Augustus 1822, art. 191);

h) De zekerheidstellingen van de bestuurders van private krankzinnigengestichten (wetten van 18 Juni 1850, 23 December 1873, art. 3);

i) De failliet-fondsen (wet van 18 April 1851, art. 479);

j) De zekerheidstelling van den gefailleerde die een vrijgeleide bekomt (wet van 18 April 1851, art. 481);

k) Het fonds der minderjarigen en der geïnterdiceerden (wet van 16 December 1851, art. 55 en volgende);

l) Het vierde van den prijs en der lasten, in geval van hooger bod, ter vervanging van de persoonlijke of hypothecaire zekerheidstelling (wet van 16 December 1851, art. 115);

m) De geheele of gedeeltelijke prijs van het af te lossen onroerend goed (wet van 16 December 1851, art. 116);

n) De zekerheidstellingen door de vreemdelingen te verstrekken tot vrijwaring der rechten op de nalatenschappen van roerende goederen (wet van 17 December 1851, art. 24);

o) De zekerheidstellingen van den brevethouder in geval van eisch tot vervolging wegens aanslag op zijne rechten (wet van 20 Mei 1854, art. 8);

p) De opbrengst der verkooping van vruchten of van kappingen van aangeslagen vruchten (wet van 15 Augustus 1854, art. 22 en 23);

q) De huur- en pachtgelden, vastgelegd van af het exploit tot inbeslagneming (wet van 15 Augustus 1854, art. 26);

r) De storting van den prijs van aankoop van vroegeren datum dan de overschrijving (wet van 15 Augustus 1854, art. 27 en volgende);

s) De kosten van rouwkoop door den voorzitter der rechtbank vastgesteld (wet van 15 Augustus 1854, art. 77);

t) De opbrengst van de verkooping van aangeslagen gedierte wegens boschmisdrijf in de bosschen van particulieren (Boschwetboek, art. 131 en 181);

u) De som verschuldigd op de warrant, wanneer partijen het niet eens zijn omtrent de voorwaarden van betaling (wet van 18 November 1862, art. 11);

v) De beschikbare gelden van de massa der opgesloten in de centraalgevangenissen en van de klee-massa der wachters (besluit van den Minister van Justitie, 14 Februari 1864, § 150);

w) De zekerheidstellingen van de Staatsrekenplichtigen, in het geval voorzien bij artikel 4 der wet van 28 December 1867;

x) De zekerheidstelling te verstrekken door den houder van een verloren geachten wisselbrief (wet van 20 Mei 1872, art. 41 en 42);

y) *Idem*, in zake van verzekeringen, wanneer de verzekeraar of de verzekerde in failliet valt (wet van 11 Juni 1874, art. 29);

z) De vergoeding verschuldigd aan den eigenaar van een akker waarin delvingen werden ondernomen, wanneer zij door de rechtbank werd vastgesteld (Landelijk wetboek van 7 October 1886, art. 9).

van de haar toevertrouwde gelden, kent geene verjaring (1); de te volgen regelen en de voor te leggen stukken om eene terugbetaling door de kas te bekomen zijn steeds nauwkeurig, dikwijls talrijk en soms veel kostend voor den belanghebbende, en, dienvolgens is men niet meer verwonderd te vernemen dat er tegenwoordig een groot getal deposito's bestaan waarvan de interesten niet meer zijn betaald geworden.

Het getal der sommen in consignatie gegeven vóór 1 Januari 1892 en waarvan de rechthebbenden schijnen te hebben afgezien, is thans 6,088; het bedrag van deze sommen beloopt tot 1,603,836 frank. Uit de tabellen door uwe Commissie als voetnota's hierbij gevoegd en waarvan de eene het getal consignatiën per agenciegebied der kas (2) aangeeft, de andere (3) de ontleding van de consignatiën waarvan het bedrag een tamelijk hoog cijfer bereikt, blijkt dat al deze consignatiën, waarvan door de rechthebbenden werd afgezien, niet opgevraagd zullen worden omdat het bedrag te gering is in verhouding met de onkosten van het ophalen, of omdat de rechthebbende onzeker of onbekend zal blijven.

In feite dus worden door de aanneming van het Regeeringsontwerp geene werkelijke belangen geschaad.

(1) Artikel 2236 van het Burgerlijk Wetboek.

(2) Sommen in consignatie gegeven vóór 1 Januari 1892 en die in de Schatkist kunnen gestort worden :

Agence.	Getal.	Bedrag.	Gemiddeld cijfer.
Antwerpen	646	101.600	157.— fr. ongeveer.
Mechelen	450	54.100	120.— »
Turnhout	40	9.500	200.— »
Brussel	1.040	238.500	240.— »
Leuven	230	37.500	163.— »
Nijvel	54	38.700	718.— »
Brugge	160	98.000	612.— »
Kortrijk	178	24.600	137.— »
Veurne	60	16.600	276.— »
Yperen	64	23.700	370.— »
Oudenaarde	115	29.080	252.— »
Gent	453	90.929	200.— »
Dendermonde	397	50.327	129.— »
Charleroi	289	86.683	299.— »
Bergen	614	129.408	210.— »
Doornik	134	37.784	280.— »
Hoei	62	13.852	223.— »
Luik	497	311.991	627.— »
Verviers	117	25.215	215.— »
Hasselt	87	16.837	193.— »
Tongeren	29	7.998	275.— »
Aarlen	64	83.339	1.302.— »
Marche	15	1.404	93.— »
Neufchâteau	63	14.156	224.— »
Dinant	50	13.731	274.— »
Namen	180	48.300	268.— »
Te zamen	6.088	1.603.836	

Algemeen middencijfer p. m. : 263 frank.

Zie volgende bladzijde voor (3).

(3) Agencies.	Nummers van de rekeningen.	Datums van de consignatiën.	Redenen van het deposito.	Bedrag.
Antwerpen.	6300	1 Maart 1889 . .	Verkoopprijs van waarden gevonden in het bezit van een persoon zich noemende Mercier, J. J., te Antwerpen gestorven; woonplaats onbekend. Eenig identiteitstuk: reiskaarten New-York-Antwerpen en Antwerpen-Parijs	6,740.35
Brussel.	1421	20 Maart 1889 . .	Betwistbare nalatenschap: Mettemins-Mosselman, open sedert 1848	6,630.39
	5264	5 November 1878 . .	Twee en negentig niet afgehaalde betalingsmandaten te voordeele van 138 rechthebbers: faillissement: « Société du Crédit foncier international » laatste terugneming in 1884.	7,441.54
Nijvel . .	279	4 Maart 1873 tot	Openstaande nalatenschap (open sedert 1837). Laatste terugneming in Januari 1892. Uitkeering 9 % (Staatsblad van 14 October 1877)	22,723.28
	543	13 April 1878 . .		5,017.98
		25 Juli 1887. . . .		
Brugge . .	36	8 Mei 1872 en 23 Juli 1874	Openstaande nalatenschap (open sedert 1817): « Graaf de Peellaert ».	12,690.49
	2026	—	« Zaak Bara ». Verkoopprijs van aangeslagen onroerende goederen	42,183.75
Kortrijk . .	261	16 Maart 1878 tot 13 November 1882.	Faillissement « De Neckere, Maximilien ». Laatste betaling: October 1889	6,954.37
	1447	11 Januari 1892. . .	Beslaglegging onder derden op de opbrengst van een verkoop van roerend goed. Vrijwillige inbewaaringen door Biebuyck, Louis. Gedeeltelijke terugneming in 1884	5,371.76
Yperen . .	964	31 Augustus 1879 en 31 Mei 1883		8,400.—
Charleroi . .	98	14 Februari 1853 tot 25 September 1854.	Faillissement van de « Sté A ^{me} des Hauts Fourneaux de Goeignies ». Laatste betaling: 1882.	8,894.91
	830	21 Augustus 1878 en 23 Juni 1879	Openstaande nalatenschap (open sedert 1876): Naveau, Amedee	5,011.97
Bergen . .	1035	10 November 1880 . .	Vereffening van gerechtelijken afstand: huis Tercehin-Sigart. In bewaring gegeven som ten voordeele van 113 belanghebbenden	7,801.82
	1049	26 April 1881	Onteigening: c. s. Dupont	8,406.90
	1204	21 Maart 1883 en 22 Juli 1887	Vereffening van den afstand van goederen van Hennekine-Briard. Som in consignatie gegeven te voordeele van 647 belanghebbenden	18,978.31
Doornik . .	42	11 Mei 1849.	Faillissement: Vanneau, Edouard	9,200.—
Luik	20	1 Augustus 1839 . . .	Faillissement: Hendrickx-Sommier	5,000.—
	1965	3 November 1875 tot 14 Mei 1879	Faillissement: Société d'Agriculture industrielle, te Borgworm (frs. 209,700). Laatste betaling in 1880	8,784.59
	90		Afstand van eigendommen aan den Staat door Bertho, Joseph, overleden in Januari 1848. Legaten van al zijne goederen, in gelijke deelen, aan al zijne neven en nichten « van eender welken graad van verwantschap ».	13,370.—
	2155	6 November 1847 . .		175,067.22
	2798	12 December 1887 . .	Afwezigen: Neuville, Hubert en Antoinette. Sommen hun toekomend in eene vereffening van nalatenschap gedaan in Januari 1881	8,856.37
Aarlen . . .	7	21 Februari 1843 tot 9 December 1843 . .	Verkoopprijs van het domein van Berchiwez, aangekocht door den H. Zoude	52,526.57
	9	10 April 1844	Sommen toebehoorend aan al de gezamenlijke rechthebbers erfgenamen: Devillez-de Bazeilles	41,771.87
	296	14 Januari 1890. . . .	Openstaande nalatenschap: Hollenfeltz. Vroegere inbewaaring: 820,470. Laatste terugneming in 1888	5,311.57
Namen . . .	573	16 Februari 1876 tot 13 Juli 1880	Faillissement: Sté A ^{me} Brasserie des Carrières, te Bouges. Laatste betalingen: November 1880.	8,035.57
	838	6 April 1883.	Onteigening: Van Goitsenhoven, Leopold. Eene betaling gedaan in 1886	8,233.23

Maar kan deze aanneming overeengebracht worden met de van kracht zijnde wetsteksten ?

Dan wordt de oplossing van het vraagstuk kiescher. Een grondbeginsel van de inrichting moet behouden blijven. « De Kas, zooals Laurent heeft gezegd (1), mag nooit, noch te haren voordeele, noch ten voordeele der Schatkist, en welk tijdsverloop het ook weze, tot eigendom doen verjaren van de sommen die zij in bewaargeving ontvangt, het woord zelf zegt dat zij ontvangt voor anderen, dus te voorloopigen titel. »

Evenwel, zooals baron d'Anethan in den Senaat heeft verklaard bij de bespreking van de wet van 1867, zooals men het heeft doen nitschijnen in het Fransche Parlement bij de bespreking van de begrootingswet van 1895 (2); zooals een arrest van het Hof van Beroep van Parijs, van 15 Maart 1903 (3) het verklaart, is het mogelijk de beginselen te verbieden en de uitbreiding van misbruiken te voorkomen zonder eene verjaring te moeten invoeren, wanneer men er toe besluit een vervalldag vast te stellen. « Er is geen sprake van, zegde baron d'Anethan, de » bewaarnemer tot eigenaar te maken, aan de Consignatiekas den eigendom toe » te kennen van de in bewaring gegeven sommen; er is alleen sprake, voor de » wetgeving, te verklaren dat, ten gevolge van de niet-opeiseling van de aan de » Consignatiekas in bewaring gegeven sommen, deze sommen worden beschouwd » als deel uitmakende van erflooze nalatenschappen, of als zijnde een leegstaand » goed dat, na een door den wetgever bepaalden termijn, niet toebehoort aan de » Kas die het in bewaring heeft genomen, maar aan den Staat, die de algemeen- » heid der burgers vertegenwoordigt (4). »

Het komt ons dus niet voor dat de aanneming van een voorstel gelijk aan die, welke werden aangenomen in 1850 en 1867 door het Belgisch Parlement en in 1895 door het Fransch Parlement, dezen grondregel van de inrichting der Kas

(1) *Principes de droit civil*, t. XXX, bl. 315. — *SIVILE, Supplément aux principes de droit civil de Laurent*, t. VIII, bl. 403. — In theorie wordt de quaestie betwist, maar dit heeft geen practisch belang voor België, vermits de Kas de verjaring slechts tegenstelt wanneer zij daartoe door een bijzonderen tekst is gemachtigd, zie *Pandectes Belges*, b. XXV, v^{bo} *Consignation*, bl. 126, n° 324 en volgende.

(2) DALLOZ, *Recueil général de jurisprudence*, 1895, 4^{de} deel, bl. 114 en volgende.

(3) DALLOZ, *Idem*, 1907, 2^{de} deel, bl. 54. Dit arrest bepaalt: Door de sommen, aan de Kas in bewaring gegeven, aan den Staat verworven te verklaren, wanneer er dertig jaren zijn verlopen zonder dat de correlatieve rekening aanleiding hebbe gegeven tot eene stortingsverrichting, heeft de wet van 1895 niet eene verjaring ingevoerd, maar wel een vervaltermijn voorgeschreven, beheerscht door bijzondere regelen. — Artikel 43 van de wet van 1895, krachtens hetwelk degeuen, die optreden als rechthebbend op de sommen die aan de Schatkist zullen overhandigd zijn, daartoe over een tijdsverloop beschikken dat eindigt op 31 December 1900 om de uitkeering te bekomen, is eene gunstbepaling, als overgang, die op zich zelve voldoende is, en die niet medebrengt de toepassing van de regelen betreffende de hypothesis van den vervaltermijn na dertig jaren... zoodus kan dit bijkomstig gunsttermijn, toegestaan onder bijzondere en nauwkeurig bepaalde voorwaarden, niet verlengd worden, zooals de termijn van dertig jaar, namelijk door de beteekening van eenen dagvaarding gedaan aan de Kas, vóór 31 December 1900. Het kan door de belanghebbenden niet voorgedragen worden tenzij op voorwaarde van hunne rechten op de uit te keeren sommen te doen blijken vóór het verstrijken van voorzegen termijn.

(4) *Ann. Parl.*, Senaat, zittingsjaar 1867-1868, bl. 69.

doet wegvallen, namelijk dat de tijdelijke bewaarhouder de verjaring niet kan verkrijgen (1).

2.

Vereischten tot verval van rechten.

EERSTE ARTIKEL VAN HET ONTWERP.

Algemeen beginsel.

De tekst waarvan de goedkeuring door de Regeering wordt gevraagd, is schier de letterlijke weergave van den tekst door het Fransch Parlement in 1895 aangenomen; doch die der Regeering is vollediger.

Worden dus, zoo voor het verleden als voor de toekomst, beschouwd als deeluitmakende van erflooze nalatenschappen of als openstaande goederen, en die dus *verkregen zijn door den Staat*, al de sommen die, te welkdanigen titel ook, bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring worden gegeven, wanneer een termijn van dertig jaar verlopen is, en mits — dit is hoofdzaak — het prijsgeven der som door hem die er aanspraak op maakt, gedurende dit tijdsverloop niet werd tegengesproken door een der volgende feiten:

1. Indien de rekening waarop deze sommen werden gebracht aanleiding gaf tot eene verrichting van storting of van terugbetaling;

2. Indien de betaling der interesten werd gevorderd (daarop wijst niet ten onrechte de Fransche wet). Er bestaan, aldus de Memorie van Toelichting, oude consignatiën waarvan de interesten worden mitgekeerd en die door verval van rechten niet kunnen getroffen worden; de bewaargevingen namens geïnterdiceerden (2); de bewaargevingen welke toebehooren aan de massa van de gevangenen der centrale gevangenissen.

3. Indien aan de Kas werd beteekend de vordering tot betaling voorzien bij artikel 4 der wet van 28 nivose jaar XIII (3);

4. Indien aan de Kas werd beteekend een der akten bedoeld bij artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek (4).

(1) Het is van belang er op te wijzen dat voor de afkondiging van het Burgerlijk Wetboek, toen echter het beginsel neergelegd in den tekst van artikel 236 van het Burgerlijk Wetboek eveneens van kracht was, een edict van 23 October 1663 bepaalt dat: « De gemeente zou kunnen beschikken over de consignatiën die meer dan dertig jaar geleden werden gedaan zonder eenige vordering of daad van vervolging, maar op last van wederuitkeering aan degenen die ze zouden opeischen binnen een termijn op te leggen door de raden van de Provinciën. (*Pandectes Belges*, b., XXV, zie *Consignations*, n^o 530 331.)

(2) Krachtens artikel 55 der hypotheekwet van 1854 dienen in de Kas gestort de kapitalen toebehoorende aan minderjarigen of aan geïnterdiceerden, wanneer de voogd geene onroerende goederen bezit welke hij als borg van zijn beheer kan stellen.

(3) Dit artikel luidt: De uitkeering der geconsigneerde sommen geschiedt daar waar de consignatie werd gedaan, tien dagen na de kennisgeving aan de aangestelden der Amortisatiekas, van de akte of het vonnis waarbij machtiging tot de uitkeering wordt verleend.

(4) Artikel 2244 luidt: Eene dagvaarding voor de rechtbank, een bevel tot betaling of eene inbeslagneming, beteekend aan hem dien men wil beletten verjaring te doen gelden, maken de burgerlijke stuiting uit.

De U voorgestelde tekst is zeer klaar; hij verleent geen rechten aan de Kas, doch verplicht deze sommige sommen in 's Rijks Schatkist te storten. De feiten waardoor de onderstelling dat een gerechtigde afziet van zijne rechten, wordt uitgesloten, worden in beperkten zin omschreven; wanneer echter geen dezer feiten tijdens den bepaalden dertigjarigen termijn wordt aangevoerd, kan geene akte, na het verloopen van den termijn, het verval beletten (1), en dienvolgens de storting in 's Rijks Schatkist.

ARTIKEL 1bis.

Waarden in de Consignatiekas gestort in uitvoering, namelijk, der wetsbepalingen betreffende de buitenbezitstelling der titels aan toonder.

Het ontwerp dat aan uw onderzoek is onderworpen bezat eene leemte. beginsel, heeft de Kas nooit anders dan munt ontvangen; zoo zij, naar luid van artikel 7 der wet van 15 November 1847, de borgstellingen van de aannemers en concessiehouders van werken tot nut van 't algemeen in openbare fondsen ontvangt, toch worden die, voor hare rekening, gedeponceerd bij den kassier van den Staat (2).

Doch onderscheidene artikelen (3) der wetten van 24 Juli 1921 en 10 April

(1) Zie desbetreffende het hooger gemeld arrest van het Hof van Parijs.

(2) Koninklijke besluiten van 23 Juni 1831 en 22 December 1862.

(3) Deze artikelen der wet van 1921 luiden als volgt:

Art. 19. Na verloop van één jaar sedert de eerste bekendmaking van het definitief verzet en nadat ten minste twee vervaldagen intusschen zijn verschenen, kan, indien er geen tegenspraak is, hij, die verzet doet, van de schuldplichtige inrichting de betaling der vervallen interesten of dividenden vorderen mits inpandgeving of borgstelling tot dekking van het geheel bedrag der eischbare annuïteiten, vermeerderd met het dubbele van de laatste.

Bij gebrek aan dezen of genen dier waarborgen worden de eischbare sommen ter bewaring gegeven in de Deposito- en Consignatiekas.

Na verloop van een nieuw jaar zonder tegenspraak, worden de geleverde waarborgen bevrijd en kan hij, die verzet doet, de in bewaring gegeven sommen terugvorderen en de te vervallen interesten of dividenden optrekken.

Art. 20. Na verloop van twee jaren sedert de eerste bekendmaking van het definitief verzet en zes maanden na den vervaldag kan, indien er geen tegenspraak is, hij die verzet doet, de betaling van het eischbaar geworden kapitaal der titels vorderen mits borgstelling, inpandgeving of hypotheek of, bij gebrek aan dezen of genen dezer waarborgen, het in de Deposito- en Consignatiekas doen storten.

Art. 21. De zekerheid van den krachtens de artikelen 19 en 20 te stellen borg wordt beoordeeld zooals in handelszaken.

De inpandgeving moet bestaan uit titels genoteerd ter Beurze en geschat op ten hoogste 80 t. h. van de loopende nooteering. Zij wordt gelijkgesteld met het handelspand.

Art. 22. — Van de bepalingen dezer wet betreffende gezegde waarborgen kan niet afgeweken worden bij bijzondere overeenkomst.

De voorzitter der handelsrechtbank van den maatschappelijken zetel der schuldplichtige inrichting doet uitspraak in kortgeding over al de moeilijkheden waartoe zij aanleiding mochten geven.

Art. 23. — Elke betaling van dividenden, interesten of van kapitaal, overeenkomstig de

1923 betreffende de buitenbezitstelling der titels aan toonder bevelen of laten toe dat waarden bij de Kas worden gedeponceerd.

vorige bepalingen gedaan aan hem die verzet doet, ontlast de schuldplichtige inrichting tegenover den derden bezitter, te wiens nadrele zij mocht gedaan zijn, behoudens verhaal van dezen op hem, die verzet doet.

Wordt het verhaal ingewilligd, dan geniet de derde van rechtswege de waarborgen, waarvan de betaling afhankelijk gesteld werd.

Art. 24. — Indien er geen tegenspraak was, en behoudens verhaal van den derden bezitter op den persoon van hem die verzet doet, verliest de titel, in het *Bulletin* onafgebroken bekendgemaakt gedurende vijf jaar, van rechtswege alle waarde vanaf den 4^{en} Januari na den datum der eerste bekendmaking in de lijst der definitief met verzet aangeteekende waarden.

Wegens dit verlies van waarde verkrijgt hij, die verzet doet :

1^o voorgoed recht op alle betalingen, met vrijstelling van de geleverde waarborgen en afgifte der sommen, ter uitvoering van artikel 20 in bewaring gegeven ;

2^o recht op de aflevering, op zijn verzoek en op zijne kosten, van een nieuwen titel met hetzelfde nummer als de oorspronkelijke titel.

Deze nieuwe titel en iedere coupon daarvan worden op de voorzijde bekleed met eene overschrijving, welke aanduidt dat het duplicaten zijn.

Zij verleen en dezelfde rechten en zijn verhandelbaar op dezelfde wijze als de oorspronkelijke titels en coupons.

Art. 43. — Elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon, die in België titels aan toonder heeft uitgegeven voor 1 Januari 1920, is verplicht, in den loop van het eerste trimester van het jaar 1923 aan het Nationaal Kantoor eene lijst af te leveren, waarop zijn vermeld, in klimmende orde, de nummers en desnoods de reeks der voor 1 Januari 1920 uitgegeven titels, waarvoor noch de betaling van eenigen coupon, noch, zoo het afgeloste titels geldt, de betaling der uit te keeren som werden aangevraagd na 1 Januari 1920 of welke niet werden overgelegd met het oog op algemeene vergaderingen of verklaringen van aandeelhouders.

De aldus overgemaakte lijst wordt bekend gemaakt met verzoek gericht tot de houders der op die lijst vermelde titels om zich aan de inrichting, die de uitgifte deed, kenbaar te maken doorhet zenden van een aangeteekenden brief voor 31 December 1924.

Na verloop van dien termijn, kan de burgerlijke rechtbank in het arrondissement van de woonplaats, van den maatschappelijken zetel of van het filiaal van den schuldenaar, op verzoek van den Minister van Financiën, verklaren dat de oorspronkelijke titels, die bekendgemaakt werden, *geen waarde meer zullen hebben* en dat de inrichting, die de uitgifte deed, daarvan duplicaten zal moeten afleveren, welke aan de Deposito- en Consignatiekas zullen toevertrouwd worden.

In de aflevering is begrepen het bedrag van de vervallen interesten en dividenden, van de premien en prijzen aan die titels toegekend.

De rechtbank kan echter de aflevering afhankelijk stellen van het doen van aanvullende bekendmakingen.

Art. 44. — De personen of vennootschappen, die de bij artikel 43 bedoelde lijst niet binnen den wettelijken termijn hebben afgeleverd aan het Nationaal Kantoor, zijn verplicht aan den Staat het bedrag der sommen terug te betalen, welke deze krachtens beslissingen der rechtbanken voor oorlogsschade heeft uitgekeerd wegens titels, door gezegde personen of vennootschappen uitgegeven.

Algemeene bepalingen.

Art. 45. — Bij de vereffeningen, gesloten na 1 Augustus 1914, moeten alle sommen en waarden, die uit welken hoofde ook zijn toegekend aan de aandeel- en obligatiehouders

De wet van 24 Juli 1921 bedong zelfs in de artikelen 45 en 46 dat sommige bij de Kas gedeponeerde waarden aan den Staat zouden verworven zijn na een werkelijk tijdbestek van tien jaar. Doch de bepalingen van deze artikelen werden ingetrokken door de wet van 10 April 1923 (1), en de heer David, verslaggever van de Commissie voor de Financiën, die het wetsontwerp onderzocht, dat de wet

en die niet werden noch worden opgeëischt binnen een termijn van vijf jaar vanaf de sluiting der vereffening, door de vereffenaars in bewaring worden gegeven na het verstrijken van dezen termijn ter Deposito- en Consignatiekas.

Art. 46. — Na het verstrijken van een tweeden termijn van vijf jaar vanaf hunne storting in de Deposito- en Consignatiekas worden de sommen en waarden, bij toepassing van het vorig artikel in bewaring gegeven, het eigendom van den Staat.

(4) De tekst dier wet van 1923 luidt als volgt :

Art. 5. — De artikelen 45 tot 46 der wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitting van de titels aan toonder worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 45, § 1. — Elke burgerlijke of handelsvennootschap, waarvan de zetel of de hoofdinstelling in België is gevestigd, is verplicht, wat betreft de aandelen, deelbewijzen en obligatiën die zij vóór 1 Januari 1920 heeft uitgegeven, in den loop van het tweede semester van het jaar 1923 aan het Nationaal Kantoor eene lijst in duplo af te leveren, waarop zijn vermeld, in opklimmende orde en, bij voorkomend geval, per reeks, der nummers :

» 1^o Der titels aan toonder, waarvan geen dividenden of interestencoupons, na 31 December 1919 en vóór 1 Januari 1923 betaalbaar gesteld, vóór 30 Juni 1923 werden uitbetaald ;

» 2^o Der titels aan toonder, die konden omgewisseld, uitgekeerd of met een nieuw couponblad voorzien worden gedurende het tijdvak 1 Januari 1920 tot 31 December 1922 en waarvoor zulks niet geschiedde vóór 30 Juni 1923.

» De vennootschap mag de nummers der titels op die lijst niet vermelden, wanneer het is bewezen dat zij, gedurende gezegd tijdvak 1 Januari 1920 tot 31 December 1922, het voorwerp waren hetzij van eene authentieke akte, hetzij van eene aangifte van nalatenschap, hetzij van eene overlegging met het oog op eene vergadering, eene stempelings of eene omzetting.

» Op de lijst mag zij evenmin vermelden de nummers der titels die zijn vermeld in het *Bulletijn der met verzet aangeteekende waarden* of waarvan het bezit haar door den houder of door den bewaarder werd bevestigd bij brief, vóór 30 Juni 1923 aan den zetel der vennootschap toegezonden.

» De vennootschap eischt het voorleggen van de titels, wanneer het bezit niet wordt bevestigd door een wisselagent of een anderen tusschenpersoon ofwel wanneer tot staving dezer bevestiging niet wordt aangebracht het duplicaat van een bewijs van inbewaargeving in eene bank.

» § 2. — Na het verstrijken van het tweede semester van 1923 worden de lijsten door het Nationaal Kantoor openbaargemaakt, met verzoek, aan de houders van de vermelde titels, zich aan de vennootschap te doen kennen door het zenden, vóór 31 December 1924, van een ter post aangeleekenden brief.

» Door de vennootschap wordt ontvangst bericht van de haar toegekomen brieven; deze maakt zij binnen acht dagen over aan den Minister van Financiën

» Deze oordeelt of de nummers, in de bezitaangiften vermeld, mogen van de lijst geschrapt worden.

» Aan de vennootschap en aan de reclamanten geeft hij bij aangeteekenden brief kennis van zijne beslissing.

» Indien hij het bezwaar aanneemt, doet hij een bericht tot terechtwijzing openbaarmaken door het Nationaal Kantoor.

van 1923 is geworden, schreef (1) : « De Commissie heeft geoordeeld dat deze » toewijzing van den Staat voor het huidige geval alleen niet moest voorzien

» Wordt over het bezwaar niet beslist binnen twee maanden of wordt het bezwaar niet aangenomen, dan kan de belanghebbende den Minister van Financiën en de schuldplichtige vennootschap dagvaarden om, binnen eene tijdruimte van niet minder dan ééne maand, in kort geding te verschijnen voor den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van den zetel van de schuldplichtige vennootschap of van hare hoofdinrichting in België, ten einde er te hooren bevelen dat de titel van de lijst moet geschrapt worden. De rechter in kort geding doet uitspraak over de kosten.

» § 3. — Voor de titels, waarvan de nummers op de lijst worden behouden na 31 December 1926, kan de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement, waar de vennootschap of hare hoofdinrichting in België gevestigd zijn, op verzoek van de vennootschap of van den Minister van Financiën, de aflevering van duplicaten aan de Deposito- en Consignatiekas gelasten en verklaren dat de oorspronkelijke titels geen waarde meer hebben.

» Door zijn bevelschrift wordt aangewezen welke coupons aan de duplicaten moeten gehecht blijven.

» Hij kan het afleveren van duplicaten afhankelijk stellen van aanvullende bekendmakingen of formaliteiten.

» Zijne bevelschriften worden bij uittreksel en zonder kosten openbaar gemaakt in het *Bulletijn der met verzet aangeteekende waarden*.

» Art. 44. — De vennootschappen, die de bij artikel 43 bedoelde lijst niet binnen den opgelegden termijn hebben afgeleverd aan het Nationaal Kantoor, moeten aan den Staat, binnen ééne maand na het bericht dat hij haar bij aangeteekenden brief geeft, het bedrag der sommen terugbetalen, welke hij ter uitvoering van de wet op het herstel der oorlogsschade heeft uitgekeerd wegens de titels door die vennootschappen uitgegeven.

» De vennootschappen, die meer dan ééne maand mochten wachten om de sommen terug te betalen, welke zij aan den Staat moeten uitkeeren, zijn de interesten wegens vertraagde betaling, berekend naar het wettelijk bedrag in handelszaken, voor die sommen verschuldigd.

» De interesten moeten te gelijk met de hoofdsommen in consignatie gestort of betaald worden.

» Art. 45, § 1. — De burgerlijke en handelsvennootschappen, waarvan de zetel of de hoofdinrichting in België is gevestigd, mogen de dividenden, interesten, sommen en welke voordeelen ook wegens hare aandeelen, deelbewijzen en obligatiën aan toonder, waarvan de betaling of de aflevering haar niet wordt gevraagd, niet toekennen aan zich zelf, noch uitkeeren aan anderen dan aan de houders der titels.

» Zij zijn vrij, ze ter Deposito- en Consignatiekas in bewaring te geven.

» In hare boekhouding moeten de sommen en waarden, bij het eerste lid voorzien, in eene bijzondere rubriek vermeld worden.

» § 2. — De sommen en waarden, die, bij de vereffeningen gesloten na 1 Augustus 1914, zijn toegekend aan de houders van aandeelen, deelbewijzen en obligatiën der burgerlijke- en handelsvennootschappen, waarvan de zetel of de hoofdinrichting in België is gevestigd, en die niet konden afgeleverd worden aan de schuldeischers of deelgenooten, worden binnen zes maand na de sluiting der vereffening ter Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven.

Art. 46. — De Deposito- en Consignatiekas overhandigt de sommen en de waarden, die haar krachtens de bepalingen der artikelen 43 en 45 zijn toevertrouwd, aan den buiten bezit gestelden houder of aan den bezitter van den oorspronkelijken titel, mits toestemming van den Minister van Financiën, of na overlegging van een vonnis, dat tegen hem is gewezen en in kracht van gewijsde is gegaan ».

(1) *Handelingen, Kamer,*

» worden in eene bijzondere wet, maar dat het noodig was ze te onderzoeken in
 » haar geheel voor al de inbewaargevingen bij de Consignatiekas en ze, nadien,
 » door eene algemeene wet te regelen... »

Daartoe is het noodig in het bij u ingediende ontwerp op te nemen, op gevaar af een onsaamenhangend werk te verrichten, eene bepaling waarbij de geconsigneerde of gedeponeerde waarden worden onderworpen aan den regel door het ontwerp vastgesteld in zake de geldspeciën.

In deze omstandigheden, stelt uwe Commissie u voor te beslissen dat in het ontwerp een artikel 1^{bis} worde gelascht luidende als volgt :

« *De titels of waarden, door de Deposito- en Consignatiekas ontvangen, worden eveneens het eigendom van den Staat na het verstrijken van eene tijdruimte van dertig jaar, indien zij niet worden teruggeëischt.* »

De voorwaarden der terugëisching moeten niet, zooals in artikel 1, met een groote nauwkeurigheid worden opgesteld : hier moet aan den rechthebbende een groote vrijheid worden gelaten om zijn wil van eigendom te doen blijken.

Nemen wij twee veronderstellingen welke zich thans kunnen voordoen :

Er kan kwestie zijn van waarden, gedeponeerd krachtens de wetten van 1921 en 1923 op de buitenbezitstelling van titels aan toonder. De betaling van de interesten moet niet meer in aanmerking komen, want de titels zullen kunnen teruggegeven worden van zoodra men den rechthebbende op de interesten zal kennen ; noch de vordering waarvan sprake is in artikel 4 der wet van 28 nivôse jaar XIII, daar het geen geldspeciën meer betreft, noch de beteekening der akten bedoeld bij artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek, daar de buitenbezitgestelde houder onbekend zijnde, zulke beteekening eenvoudig gelijkstaat aan de *terugëisching*, naar den zin van den voorgestelden tekst.

Het kan waarden betreffen, buiten bezit gesteld wegens borgstelling. Men moet bemerken dat deze waarden slechts kunnen teruggegeven worden op toestemming van de overheid die er de inbewaargeving van bevolen heeft. Zoodra de oestemming bij de Kas is aangekomen, behoort het aan deze, evenals aan den belanghebbende, om het opvragen der deposito's uit te lokken en in deze omstandigheden moet aan den belanghebbende de vrije keus worden gelaten van de middelen om van zijn inzichten te doen blijken.

ART. 2.

Vrijwaring van de rechten der rechtbewerenden.

Dit artikel — 't is van belang erop te wijzen — bepaalt niet de te nemen maatregelen ten bate van de rechtbewerenden op sommen welke in 's Rijks Schatkist zullen gestort worden, bij de afkondiging der wet, naar aanleiding van het verlopen van den dertigjarigen termijn, maar wel de te nemen maatregelen ten bate der rechtbewerenden op de sommen of de waarden die het later zullen zijn.

Dit artikel werd vooral in de Commissie behandeld, het luidt :

« Uiterlijk zes maand vóór het vervallen van gemelden termijn (*dertig jaar*) be-
 » richt de Depositokas, bij aangeteekenden brief, aan de gekende rechthebbenden
 » het verval van rechten dat zij beloopt. Dat bericht wordt gezonden ter woon-

» plaats aangeduid in de akten en bescheiden welke zich in het bezit der Kas
» bevinden, of, bij gebreke van gekende woonplaats, aan den Procureur des
» Konings der plaats van bewaarneming. »

« Bijaldien belanghebbenden, binnen eenen termijn van twee maand na gemeld
» bericht, geen bezwaar hebben ingediend, worden hunne namen, voornamen en
» adressen, alsmede de dagteekening en de plaats der bewaarneming door den
» *Moniteur* bekendgemaakt ».

Sommige leden van uwe Commissie waren van gevoelen, dat de kennisgeving vanwege de Kas, bij aangeteekenden brief, gericht hetzij tot de waarschijnlijkke woonplaats van den belanghebbende, hetzij tot den Procureur des Konings der plaats van bewaarneming, geen volledige opzoeking inrichtte van een gerechtigde; dienvolgens hebben zij eene tusschenkomst van den vrederechter voorgesteld.

Onzes dunks kan die tusschenkomst echter bezwaarlijk aangenomen worden, want de feiten bewijzen dat het verval der bewaargevingen op den naam van onbekwamen ingeschreven, niet moet in aanmerking komen; anderzijds tot welken rechter moet men zich, onder deze omstandigheden, richten, vermits de aanleg der kassen steeds tal van vredegerechten betreft. Wanneer de mogelijke woonplaats van een belanghebbende gekend is en het inzenden van het bericht tot den Procureur des Konings zich opdringt, moet men bovendien niet vergeten, dat de opzoekingsmiddelen van een parkethoofd verder en doeltreffender strekken dan die van een vrederechter. Ten slotte, dient men op te merken dat elke kennisgeving welke niet binnen *korten termijn* (twee maanden) een bezwaarschrift voor gevolg heeft, eene bekendmaking eischt in den *Moniteur*, dat de rechtspleging door het wetsontwerp ingericht, in Frankrijk bestaat en blijkbaar tot geene bezwaren aanleiding heeft gegeven.

Een voorbehoud kan nochtans worden aangevoerd.

De bekendmaking in den *Moniteur* zal ongetwijfeld niet zelden onbekend blijven voor de belanghebbenden, en onder deze omstandigheden schijnt het wenschelijk, dat de bekendmaking van den *Moniteur*, door de zorgen van den burgemeester, eene maand lang aangeplakt blijve op de deur der Gemeentehuizen (1) van al de plaatsen welke in het bericht van den *Moniteur* door de zorgen van de Kas werden vermeld.

Zoo zou de volledigst mogelijke waarborg geleverd worden dat een belanghebbende verwittigd zal worden over de verplichting die op hem rust zijne rechten te doen gelden.

Uwe Commissie heeft de eer u voor te stellen den tekst die u voorgelegd is aan te vullen met het volgende amendement :

Binnen acht dagen na de bekendmaking daarvan in het Staatsblad worden die namen, voornamen en woonplaatsen door het toedoen van de burgemeesters van elke der aangewezen gemeenten aangeplakt gedurende eene maand aan de deur der gemeentehuizen.

(1) Dergelijke bepaling komt voor in artikel 63 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de bekendmaking der huwelijksakten.

ART. 3.

Terugstorting in de Schatkist van de door het verval van rechten getroffen deposito's.

De storting van geldsommen in de Schatkist is het logisch gevolg van het beginsel in artikel 1 van het wetsontwerp neergelegd.

In uwe Commissie heeft het artikel zelf geene aanleiding gegeven tot opmerkingen.

Doch wegens het inlasschen, in het wetsontwerp, van artikel 1^{bis}, moet de tekst er van gewijzigd worden en luiden als volgt :

« *De door het verval van rechten getroffen bewaargevingen worden jaarlijks met de verschuldigde interesten in de Schatkist teruggestort.* »

Een lid heeft nochtans gevraagd dat aan de Commissie mededeeling zou gegeven worden van den toestand der Kas.

Buiten het stuk, op het bureel van de Kamer neergelegd op 30 April 1914, heeft uw verslaggever zich geen ander document kunnen aanschaffen (1).

ART. 4.

Beperking van het getal jaren gedurende dewelke de interesten door de Kas zijn verschuldigd.

De Memorie van Toelichting verklaart den tekst dien u wordt voorgesteld.

Uwe Commissie stelt u voor hem aan te nemen.

Een lid deed opmerken dat, voor de stortingen gedaan op naam van de minderjarigen, er een interest wordt verleend van 3 t. h.; hij heeft gevraagd dat de Kas een interest zou betalen gelijk aan den interest verleend door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de aandacht van de Regeering daarop nadrukkelijk zou gevestigd worden; artikel 7 der wet van 28 December 1867, waarbij de wetgeving die de Deposito- en de Consignatiekas regelt wordt gewijzigd, bepaalt dat : « het bedrag van den interest van het fonds der minderjarige » kinderen, der geïnterdiceerden, der afwezigen en der gefailleerden, bij Koninklijk besluit kan gewijzigd worden binnen de grenzen van 3 tot 4 1/2 t. h., » maar artikel 29 van de begrootingswet van 18 Februari 1887 heeft den interest van de sommen, in Consignatie gegeven ten voordeele van minderjarigen en van geïnterdiceerden, krachtens de wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypothecken, op 3 t. h. gesteld (2).

(1) *Doc. Parl.*, Kamer, n° 252.

(2) De interest werd achtereenvolgens bepaald op :

3 t. h. door artikel 2 der wet van 28 nivose-8 pluviöse jaar XIII;

4 t. h. door artikel 5 van het Koninklijk besluit van 24 November 1868;

3 1/2 t. h. door het Koninklijk besluit van 20 October 1884;

en 3 t. h. door de begrootingswet van 1887.

ARTIKEL 5 EN 6

Verval van de borgtochten der plaatsvervangers en der mandaten.

De Memorie van Toelichting verklaart voldoende den tekst dien u wordt voorgesteld.

Hij heeft geene aanleiding gegeven het opmerkingen.

Uwe Commissie stelt u voor den tekst goed te keuren.

ART. 7.

Vrijwaring van de rechten dergenen die optreden als rechthebbenden op de consignatiën welke aan den Staat vervallen op den dag van de afkondiging der wet.

De tekst van het u voorgelegd artikel luidt als volgt :

« Bij maatregel van overgang zullen degenen die beweren recht te hebben op de sommen aan den Staat vervallen krachtens artikelen 1, 5 en 6 dezer wet op het oogenblik harer afkondiging eenen termijn hebben dewelke op 31 December 1927 zal afloopen om mits verantwoording hunner rechten terugbetaling daarvan te bekomen.

» Een op zelfden datum verstrijkende termijn wordt, met hetzelfde oogmerk, verleend voor de aan den Staat, krachtens artikel 1, tot 31 December 1926 vervallen sommen ».

De Memorie van Toelichting verklaart ten volle de noodzakelijkheid om aan degenen, die beweren recht te hebben op de Consignatiën die aan den Staat vervallen op den dag van het in werking treden van de wet en gedurende de eerste jaren van hare toepassing, een langeren termijn te verleenen om hunne eischen voor te dragen.

Op twee plaatsen van de Memorie van Toelichting dient nochtans de nadruk te worden gelegd om de overeenstemming te doen uitschijnen tusschen uwe Commissie en de Regeering : alle eischen moeten aan de Schatkist gezonden worden ; de termijn binnen welke de eisch moet ingediend worden is een gunsttermijn die door niets mag verlengd worden.

Met de Regeering zijn wij het eens over het beginsel van de toekenning van een termijn; toch heeft uwe Commissie het noodig geoordeeld den tekst van artikel 7 te amendeeren.

Vooreerst heeft zij gemeend dat de belangen van degenen die als rechthebbenden optreden niet waren gevrijwaard door het eenvoudig verleenen van een gunsttermijn hoelang deze ook weze. De Regeering steunend op het voorbeeld van Frankrijk, was niet van gevoelen de openbaarmaking voor te stellen van eene lijst van bewaargevingen die zullen gestort worden in de Schatkist, daar deze lijst zou omvatten de vermelding van 6,100 rekeningen, en een boek zou vormen van 300 bladzijden waarvan de lezing onmogelijk zou wezen. Het argument heeft zijne waarde.

Anderzijds blijkt het uit een grondig onderzoek van de voorwaarden waarin zeker deposito's worden gedaan, dat de lezing van de te doene bekendmaking niet den naam zou vermelden van hem van wien de eventueele rechtbewerenden op eene bewaargeving, hun titel houden.

Nemen wij, bij voorbeeld, de tabel van bl 6 in dit verslag.

Wie kan rechtvaardigen de erfgenaam te zijn van den Heer Mercier, te Antwerpen overleden, zonder dat men op hem eenig identiteitsstuk heeft gevonden ?

Wie kan bewijzen recht te hebben op de som door den heer Zoude in bewaring gegeven, aangezien de naam van den eigenaar, die aan den heer Zoude verkocht, nooit werd vermeld den dag dat de inbewaargeving bewerkstelligd werd ?

Uwe Commissie heeft de eer u een eerste amendement voor te stellen. De Regeering had voorgesteld de grens van den gunsttermijn vast te stellen op 31 December 1927, daar zij meende dat het ontwerp dat zij u onderwierp zou bekendgemaakt en afgekondigd worden in den aanvang van 1922. Het in werking treden van de wet kan slechts verwacht worden voor 1924. Uwe Commissie stelt u voor de datums van 31 December 1927 en 31 December 1926 te vervangen door de datums van 31 December 1929 en 31 December 1928.

Een tweede amendement is het gevolg van de inlassching in het ontwerp van artikel 1^{bis}. Men moet dan voorzien dat er kan sprake zijn van waarden zoowel als van sommen.

Het artikel, zooals het door uwe Commissie werd gewijzigd, zou dus luiden :

- « Bij maatregel van overgang zullen degenen, die beweren recht te hebben op
- » de sommen, aan den Staat vervallen krachtens de artikelen 1, 1^{bis}, 5 en 6 dezer
- » wet op het oogenblik *harer inwerkingtreding* (1), eenen termijn hebben, die op
- » 31 December 1929 zal afloopen om mits verantwoording hunner rechten terug-
- » betaling daarvan te bekomen.
- » Een op zelfden datum verstrijkende termijn wordt, met hetzelfde oogmerk,
- » verleend voor de aan den Staat krachtens artikel 1 en artikel 1^{bis} tot 31 De-
- » cember 1928 vervallen sommen en waarden .

II.

HERZIENING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN WET TOT INRICHTING VAN DE KAS.

ART. 8.

Over den eigendom van den borgtocht.

In België werd op tweevoudige wijze inbreuk gemaakt op de reeds oude opvatting, dat de rekenplichtige moest goederen bezitten, en op het beginsel dat dienvolgens werd bekrachtigd door den tekst van artikel 1 en 2 der wet van 25 nivose jaar XIII, namelijk : dat degene die onderworpen is aan de verplichting van den borgtocht beschouwd wordt als de eigenaar van de in bewaring gegeven waarden, zelfs wanneer er vastgesteld werd dat de in bewaring gegeven som van een geldschietter komt.

(1) De draagwijdte van dit amendement geldt voor artikel 13 .

Het beginsel wordt slechts toegepast op den borgtocht van de rekenplichtigen.

De wet van 7 Mei 1912 (1) heeft aangenomen dat de borgtocht van de vereenigingen van rekenplichtigen de leden ontslaat van de verplichting van borgtocht.

De heer Giron heeft zelfs staande gehouden dat krachtens de bestaande wetten (2) de geldschieder altijd eigenaar blijft van de gelden en waarden die hij heeft in bewaring gegeven.

Al deze afwijkingen en betwistingen belemmeren de werking van de geldschieders wier rol met den dag belangrijker wordt.

Door den tekst van de Regeering zijn de waarborgen welke degene, die onderworpen is aan de verplichting van den borgtocht moet leveren, niet verminderd. De sommen die hij zal overhandigen door tusschenkomst van een geldschieder, zullen bestemd blijven voor de uitvoering van de verbintenissen die hij heeft aangegaan; maar van zoodra dat deze uitvoering behoorlijk is vereffend, zal de geldschieder niet meer het risico loopen, vermits hij eigenaar is gebleven, dat op zijne geldwaarden eventueel wordt beslag gelegd door de schuldeischers van zijn debiteur, een feit dat niet zelden voorkomt.

Dit is de beteekenis van artikel 8.

Uwe Commissie stelt u voor het goed te keuren.

ART. 9.

Akte van verpanding.

Artikel 2074 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt, dat de schuldeischer die een voorwerp in pand krijgt, geen voorrang van betaling op dit voorwerp kan bekomen, tenzij krachtens « eene openbare akte of eene onderhandsche akte, » degelijk geregistreerd, houdende de verklaring van de verschuldigde som, als » mede den aard van de in pand gegeven zaken ».

Om de redenen in de Memorie van Toelichting uiteengezet, stelt de Regeering u voor, te beslissen dat de receptis of het bewijs afgegeven overeenkomstig artikel 4 der wet op 's Rijks rekenplichtig beheer de akte van verpanding vervangt, voorzien bij het Burgerlijk Wetboek.

Uwe Commissie stelt u het artikel ter goedkeuring voor.

ART. 10.

Het te gelde maken van het pand.

De voorgestelde tekst wordt genoegzaam door de Memorie van Toelichting gebillijkt; uwe Commissie legt hem ter goedkeuring voor.

(1) Gedrukte stukken van de Kamer, zittingen 1911-1912, blz. 301 en volgende, blz. 732 en volgende. *Behandeling* : Kamer, vergadering van 24 April 1912; Senaat, vergaderingen van 30 April en 3 Mei 1912.

(2) Dictionnaire de droit administratif, 1bis. Caisse des dépôts et Consignations, n^o 5 en Travaux publics, n^o 24.

ART. 11 EN 12.*Visa van het Rekenhof; borgstelling van den rekenplichtige der Kas.*

De voorgestelde teksten worden door de Memorie van Toelichting gebillijkt; uwe Commissie legt ze u ter goedkeuring voor.

ART. 13.*Het in werking treden der wet.*

Uwe Commissie stelt voor het artikel, waardoor het in werking treden der wet begint met den dag van hare afkondiging, in te trekken. Niets verhindert dat de termijn van tien dagen, voorzien bij artikel 4 der wet van 18 April 1898 en 28 December 1909 wordt toegepast.

Uwe Commissie heeft, eindelijk, de eer uwe aandacht te vestigen op het slotgedeelte van de Memorie van Toelichting, luidende als volgt :

- » Bij toepassing der artikelen 1 tot 6, zal eene som van bij de twee millioen
- » frank onmiddellijk den Staat verworven zijn.
- » Onverminderd deze werkelijke ontvangst, zal er overgegaan worden tot
- » overschrijving ten bate der Schatkist van :
 - » 1° fr. 128,048.13,
 - » 2° fr. 149,890.75,
- » 't is te zeggen hetgeen overblijft van twee sommen uitgekeerd aan de
- » Belgische regeering in uitvoering der Overeenkomst van 19 Juli 1843,
- » welke de verdragen van 19 April 1839 en 5 November 1842 tusschen Hol-
- » land en België aanvult.
- » De eerste som vloeide² voort uit vroegere werkelijke inbeslagnemingen
- » in Henegouw.
- » De tweede som voortkomende van de « depositaireries de Malines et de
- » Mons », werd door Oostenrijk aan Holland teruggegeven, als gevolg van
- » eene overeenkomst van 5 Maart 1828.
- » De twee sommen, die reeds sedert 1844 hadden moeten opnieuw gecon-
- » signeerd worden, kwamen tot dusver als ontvangsten voor in de compta-
- » biliteit voor order van het heheer der registratie en domeinen; zij hadden
- » zelfs reeds voorgoed aan de Schatkist kunnen toegekend worden krachtens
- » de wet van 5 Juni 1850 ».

Eenparig, stelt uwe Commissie u voor het door haar gewijzigd ontwerp in dien vorm aan te nemen,

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

